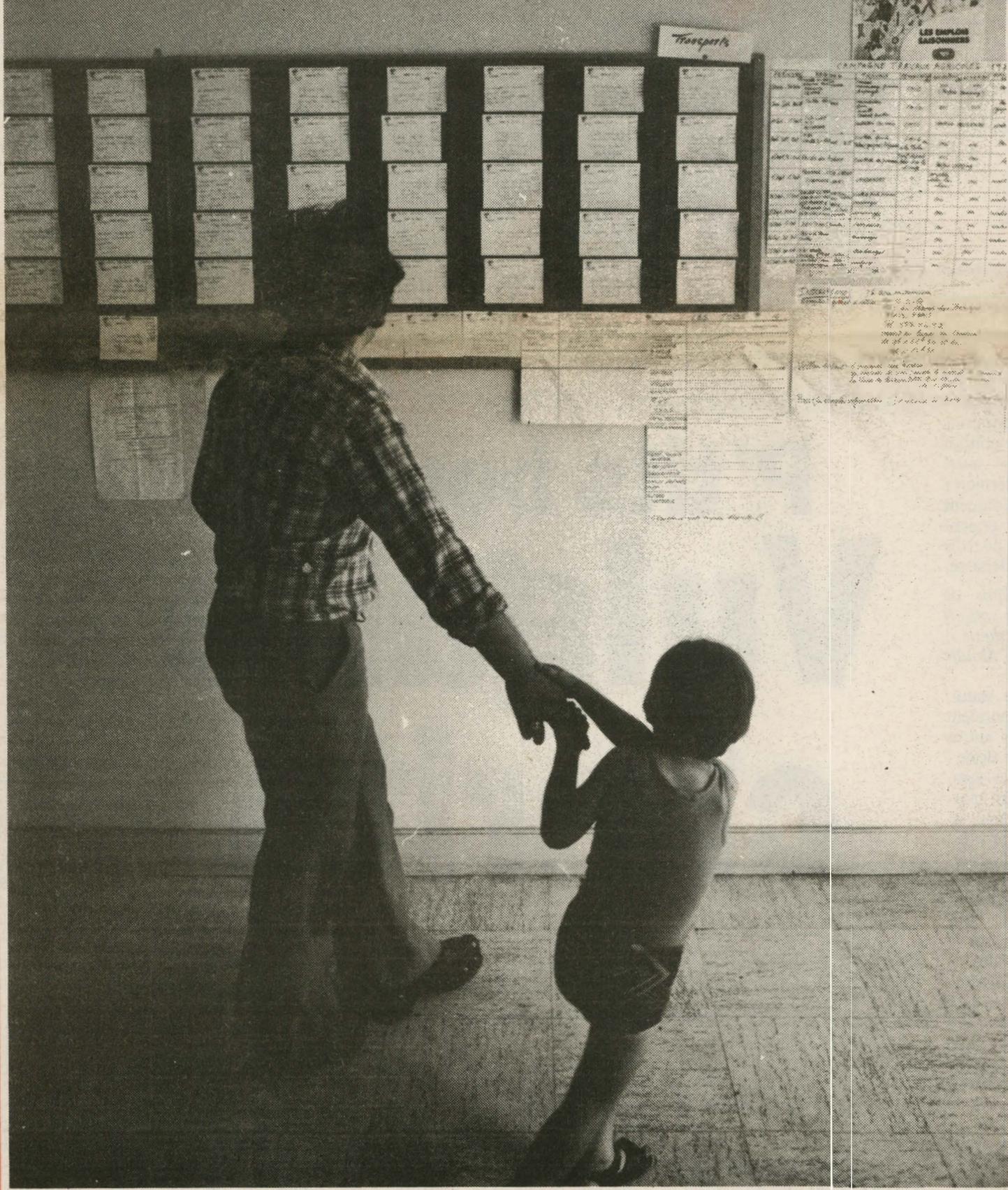


ROUGE

**Nicaragua
Terrorisme
made in USA**
(pages 12, 13)

PETITS BOULOTS VULGAIRE CHARITE



□ « L'accusation d'envisager une société duale serait recevable si la société duale n'existait pas déjà. » Cher monsieur Séguin. Clair et net ! Il a envoyé son message par colonnes du *Monde* interposées, dès le début du mois d'août. Fini le plein emploi, en route vers les petits boulots, tant que le chômage dure.

Et il semble fait pour durer. Nul ne se hasarde plus, parmi les porte-parole officiels, à pronostiquer sa diminution rapide ou sa disparition. Le volant de chômeurs permanent, qui tourne autour de 2,5 ou 3 millions de personnes suivant les estimations, serait condamné à se perpétuer durant des années. Selon les derniers indices, rien ne s'arrange. Le nombre de demandeurs d'emploi (en données corrigées des variations saisonnières, CVS) s'est accru de 7 % le mois dernier. Fin juillet, les chif-

Une société dans laquelle les uns auraient droit au travail, les autres pas.

fres officiels annonçaient 2 474 000 personnes (CVS) inscrites à l'ANPE. De juillet 1985 à juillet 1986, le nombre de chômeurs s'est accru de 2,5 %, celui des licenciements a augmenté, celui des inscriptions au chômage pour fin de contrat à durée déterminée aussi (+ 19 % en un an). Les dernières prévisions officielles indiquent que tous les records seraient battus en 1987, le chiffre de trois millions de sans-emploi dépassé.

« Plus de deux millions de Français rejetés, cela ne suffit-il pas à fonder une société duale », insistait Séguin dans le *Monde* du 8 août.

Une société à double statut, dans laquelle certains auraient droit à un travail, et les autres pas, ou presque ? Tiens donc ! Les chiffres du chômage semblent en effet un argument massue. Une évidence contre laquelle on ne peut rien, ou presque. C'est la rigueur de la crise, à laquelle il faut bien trouver des palliatifs. TUC, PIL et autres « p'tits boulots » seraient toujours mieux que rien, selon le ministre des Affaires sociales.

Mais le tour de passe-passe de monsieur Séguin ne tarde pas à pointer le bout de son nez. « Si nous ne sommes pas convaincus, considérons les expériences étrangères, nous explique-t-il, (...) Au Japon, coexiste avec le secteur productif classique un immense secteur de sous-traitance où sont employés les travailleurs âgés ou peu qualifiés, sans limitation des horaires ou



P'tits boulots Vulgaire charité

On liquide dans les grands secteurs industriels où le mouvement ouvrier est organisé depuis des décennies. Renault-Billancourt est dans le viseur. On rabote les droits des travailleurs actifs, et l'on en condamne des millions au chômage, aux expédients, à la précarité.

sans salaire horaire minimum. » Vu ? « Je n'apprécie pas, je constate », insiste Monsieur Séguin.

Eh oui, ce Japon dont on nous serine sur tous les tons qu'il est le modèle de société indus-

trielle rentable, le modèle du modernisme ; ce Japon dont on prétend justement qu'il ne connaît pas le chômage ou si peu qu'il est inutile de s'y attarder ; ce Japon sert de référence à monsieur Séguin pour nous expliquer ce qui devrait remplacer

l'objectif du plein emploi productif.

Au pays du Soleil levant, le tiers des travailleurs bénéficie, en gros, de la garantie de l'emploi au sein de l'un des grands groupes industriels qui dominent l'économie du pays. Les deux

tiers restant sont, quant à eux, soumis aux statuts les plus flexibles et précaires.

Le Japon inspire ceux qui nous gouvernent. On ne parle pas d'instaurer l'emploi à vie, dans ce pays. Le problème du patronat de l'Hexagone est inverse : chez nous, l'emploi est, selon lui, encore trop garanti. La dérégulation tous azimuts, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement se cumulent donc vers l'extension des recours aux contrats à durée déterminée, avec la multiplication des exonérations de charges en tout genre pour « embaucher des jeunes », et avec la prolifération des TUC de toute sorte...

Que l'on ne prétende pas dans ces conditions qu'il est question de lutter contre le chômage, ou même de le traiter socialement. Il est question d'utiliser le chômage pour instituer la précarité de l'emploi, la diversité et l'éclatement des droits du travail. La référence à l'exemple japonais en fait foi. Société duale, ou triale, ou bien encore éclatée... l'expression importe peu. La réalité qu'on nous annonce à

**Traiter
« socialement » le
chômage pour mieux
instituer la précarité.**

tours de bras est limpide. Le droit à l'emploi et l'égalité des droits seraient réduits à zéro. Ou plutôt réduits au nombre de types de contrats et de types d'emplois qui semblent utiles pour maquiller, dissimuler les chiffres du chômage.

Des millions de travailleurs et de travailleuses seraient ainsi condamnés à la précarité, aux p'tits boulots « sans limitation des horaires ou sans salaire horaire minimum », comme le note, admiratif, monsieur Séguin parlant du Japon. Un couple de salariés bénéficiant d'un emploi relativement stable dans une grande entreprise pourrait se consacrer pleinement à la compétition internationale dans laquelle est engagé son groupe, tout en faisant entretenir son domicile par un « p'tit boulot », payé une misère... Les exemples sont légion. Des livreurs de croissants chauds aux porteurs de journaux à domicile, Maire et Séguin rivalisent d'imagination. Et tous ensemble s'installent dans la crise.

C'est d'ailleurs là que le bât blesse. A s'installer dans la crise, celle-ci s'aggrave. Et même les emplois productifs qui demeurent s'essoufflent. Le scénario écrit par Séguin et Maire a toutes les chances de n'être même pas réalisable.

Michel Morel

Misère organisée ou plein emploi

Un véritable plein emploi à l'opposé de la misère organisée proposée par Séguin-Maire-Chotard-Marchelli, oui c'est possible ! Précisons comment pour raison garder face à toutes les bêtises entendues ces temps-ci.

□ Priorité hier, mesure élémentaire aujourd'hui : la réduction du temps de travail à trente-cinq heures sans perte des avantages acquis, avec maintien du pouvoir d'achat. Cela fait slogan, vous dit-on. Voire. Les mêmes, en « mal de nouveauté », ont les yeux fixés sur les innovations technologiques, supprimant du travail nécessaire pour une production accrue. Quand démontrera-t-on que les progrès techniques doivent nécessairement s'accompagner de la création d'un stock de 25 % d'individus voués aux « petits boulots » ? Qui osera dire que « le progrès est réservé aux riches et aux élites ? » Et parmi ceux qui oseraient, qui donnera une définition acceptable de la sélection de ces élites ?

Affirmons plutôt la réalité : la plupart des emplois qualifiés sont à la portée de tout individu au niveau d'un BEP (formation obtenue dans un lycée professionnel). Ce niveau n'est pas aujourd'hui atteint par tous ? Il peut l'être en fournissant les moyens adaptés.

Il y a donc au moins trois bonnes raisons d'exiger la réduction du temps de travail avec les embauches qui y correspondent. Premièrement, le chômage est provoqué depuis quinze ans par les choix patronaux. Deuxièmement, les innovations technologiques en cours diminuent le travail nécessaire. Troisièmement, il faut dégager le temps nécessaire à la formation de tous, salariés et chômeurs.

Réduction du temps de travail et accès de tous à la formation.

Cette exigence de formation, présentée aujourd'hui pour culpabiliser les travailleurs et les renvoyer aux solutions individuelles, appelle quelques précisions. Elle doit être revendiquée comme un droit pour tous,

complémentaire du droit à l'emploi. Cela signifie qu'elle ne peut rester sous le contrôle du patronat, mais doit passer sous celui des organisations ouvrières.

La formation exige du temps, sans doute entre quatre et six semaines par an, avancent cer-

Une relance imposée par la lutte pour les revendications...

tains experts. Soit environ 10 % du temps de travail. Il faut donc 10 % de salariés en plus pour que les actifs actuels y aient droit. Cela signifie aussi qu'il faut des moyens matériels suffisants, alors que le gouvernement est en train de supprimer des emplois dans le personnel de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes).

Certes viser un tel plein emploi contredit les options mises en œuvre par les bourgeoisies, de réduction d'emplois industriels en Europe. Mais ni Maire, ni Bergeron ne pourront nous contredire : l'un comme l'autre ont récemment rappelé les positions des syndicats européens. « Une relance sélective des investissements est possible et nécessaire », dit Maire, tandis que Bergeron souligne : « La somme des besoins non satisfaits dans le monde est telle que les possibilités de production demeurent théoriquement considérables. (...) Les pays industrialisés se demandent comment maintenir leur production, alors qu'ils n'arrivent plus à écouler leurs produits. Et les pays en voie de développement manquent littéralement de tout ! »

Bref, il faut une relance. Maire et Bergeron la voit « coordonnée à l'échelle européenne ». Belle ambition ! Mais « relance sélective » sélectionnée par qui ? Certainement pas par les institutions européennes, expression des

classes dominantes. Nous voilà donc au cœur du problème. Les travailleurs doivent pouvoir faire peser leurs exigences de plein emploi, d'un niveau de vie décent pour tous, de défense et de progression du pouvoir d'achat, d'équipements collectifs en nombre insuffisant.

Ce qu'il faut, c'est une relance imposée par la lutte pour les revendications des travailleurs. Elle nécessite notamment la création d'équipements collectifs. Sans eux, on le sait, le droit des femmes à l'emploi est un demi-droit et souvent une double journée de travail... Sans eux, on le voit, on nous sert comme nouveauté le retour des « domestiques et autres petits boulots ».

Pas rentable, cette perspective ? On entend déjà l'argument. Mais un système qui marche vers les trois ou quatre millions de chômeurs dans notre seul pays est-il un modèle de rentabilité ? Le plein emploi que nous proposons n'est pas compatible avec le système capitaliste ? Sans doute. Mais qui a parlé d'un « chômage zéro » dans la France de Chirac ! ? Aux besoins des patrons, opposons une écono-

Deux bien méchants « poètes »

Duo de poètes, selon André Bergeron, le dialogue Edmond Maire-Philippe Séguin se présente sous l'emblème du « drame du chômage ». Face à celui-ci, il faut une politique possible mais dont ni l'un ni l'autre ne veulent (voir ci-contre). Et ce sont des farces de petits calculateurs que l'on nous sert.

Premier acte, Edmond Maire proclame « une volonté de ne pas se laisser enfermer dans le négativisme ». « En portant avec force notre volonté de dégager des compromis positifs sur l'emploi (...) nous pouvons amener le pouvoir politique à une attitude plus raisonnable. » (Syndicalisme hebdo du 16 juin 1986).

Bref, après comme avant le 16 mars, cherchons le consensus social.

Deuxième acte, Philippe Séguin répond : « La nouvelle politique économique et sociale du pays ne peut se faire contre les salariés (...) mais sous réserve d'un minimum d'acceptabilité dont il faut créer patiemment, obstinément, les conditions. » (le Monde du 8 août 1986).

Il propose d'adapter en France les exemples des petits emplois dont le Japon, l'Italie et les USA donnent l'exemple. Des facilités seraient accordées par l'Etat : déductions fiscales

pour les employeurs, charges sociales payées par l'UNEDIC, etc.

Troisième acte : « Le chômage peut être vaincu », reprend Edmond Maire. A condition toutefois de dépasser la « gestion sclérosée de nos entreprises » avec « une relance sélective des investissements », énonce-t-il à l'adresse des patrons. Comme si on pouvait faire boire un âne qui n'a pas soif. Puis il reprend à son compte les idées de Philippe Séguin : « Permettre à chaque demandeur d'emploi d'éviter le chômage (...) même dans des conditions nouvelles, dérogatoires aux règles communément admises. » (le Monde du 26 août).

Quatrième acte, chacune des confédérations a pris position. Marchelli (CGC) soutient, André Bergeron ironise : « Quel est la part du gadget ? » Mais il ne rejette pas en bloc : « Je préfère attendre pour voir. » Seul Krasucki rejette.

Cinquième acte : il reste à jouer. La question du plein emploi, et du type d'emplois à créer est posée. Elle appelle des solutions effectives, incompatibles avec un pouvoir de droite. Et d'une tout autre teneur que celles appliquées par la gauche de 1981 à 1986...

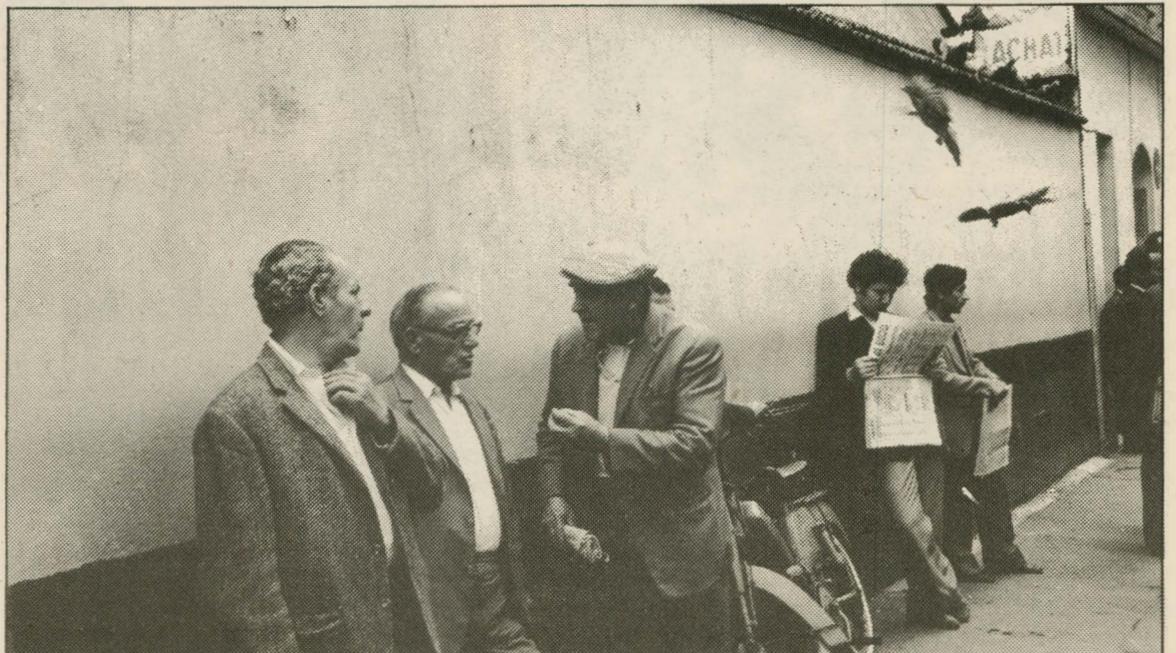
Bernard Macaire

mie réorganisée en fonction des besoins des travailleurs.

Pas pour bavarder. Mais pour refuser la démoralisation. Pour

rejeter les arguments qui veulent faire croire à la fatalité du chômage et de la misère.

Pierre Rème



Billancourt dans le collimateur

Le gouvernement cherche à démanteler le bastion ouvrier de Billancourt. Il faut remonter trente ans en arrière pour retrouver une attaque comparable. C'est dire que la lutte des Renault est l'affaire de tous.

□ L'heure des licenciements a donc sonné à la Régie Renault. La direction a transmis le 10 août à la direction départementale du travail des Hauts-de-Seine la demande de 806 licenciements pour les établissements de l'usine de Billancourt et du siège social, respectivement 680 et 126. Parmi eux, 26 militants syndicaux, délégués ou ex-délégués, appartenant pour 23 à la CGT, 2 à la CFDT et un au syndicat animé par Lutte ouvrière. Il faut ajouter à cette liste 12 militants CGT contre lesquels la direction a intenté une procédure de licenciement pour « faute lourde », sanction politique à l'évidence.

Le seul énoncé de cette liste prouve que la direction de la Régie se livre à une opération combinée de suppression d'effectifs et de chasse aux militants syndicaux. La situation est claire : c'est le bastion de Billancourt qui est visé, celui qui a servi en de nombreuses occasions historiques d'exemple pour le reste de la classe ouvrière. Il faut remonter trente années en arrière pour rendre compte d'une attaque d'une ampleur comparable à Billancourt. Mais les licenciements des années cinquante s'étaient opérés dans un contexte de croissance de l'entreprise, permettant au mouvement ouvrier de reconsti-

tuer rapidement ses forces. Cette fois-ci, l'enjeu est beaucoup plus grave.

Simultanément à la mise en route de ces procédures de licenciement, la direction de Renault a rendu public, fin juillet, un plan de réorganisation complète du site de Billancourt. L'usine de montage de l'île Seguin serait conservée, là où l'on fabrique aujourd'hui les fourgonnettes Express, en doublon avec d'autres usines. Par contre, la majorité de l'activité mécanique, située à côté, serait démantelée. Une partie des terrains sera vendue pour réaliser des « fructueuses » opérations de spéculation immobilière, et le reste serait principalement affecté à des activités qui sont aujourd'hui effectuées au bureau d'études de Rueil. C'est le lieu où sont concentrés les ouvriers professionnels, noyau de l'implantation de la CGT, qui serait démantelé. Sous couvert de justification de rentabilité, le PDG Besse déclare la guerre au mouvement ouvrier de Billancourt.

L'enjeu est donc de très grande importance. L'annonce de ces huit cents licenciements n'est pas un orage précédant une éclaircie. Il s'agit, au contraire, d'une première attaque en appelant d'autres. C'est pourquoi la nature de la riposte ouvrière à cette première attaque frontale

va largement définir les conditions de la situation des travailleurs pour toute une période qui est planifiée par la direction de Renault comme étant celle de la liquidation de pans entiers d'activités industrielles, et d'ateliers où des traditions de lutte ont été accumulées pendant des décennies.

Le mois d'août étant celui des congés, il convient d'observer la situation de juillet pour analyser les premières réactions ouvrières. L'annonce des listes nominatives de licenciés avait été précédée d'un travail minutieux de démolition à la suite de centaines d'entretiens individuels où une proposition de mutation était mêlée au chantage au départ avec au bout, l'expulsion pour les immigrés devenus chômeurs.

Il n'empêche que la connaissance publique des noms des licenciés a suscité dans plusieurs ateliers des réactions de colère. Là où il s'agissait de délégués, on a assisté, dans quelques secteurs, à des débrayages. Cela a été notamment le cas à la peinture. La présence du nom du délégué CFDT sur les listes a provoqué un débrayage unitaire. Les réactions face aux menaces de licenciement de militants syndicaux ont été d'autant plus vives qu'en règle générale, il s'agissait de militants particulièrement

combatifs au plan de leur atelier. Les choix de la direction ont été sélectifs : ceux qui ont été prioritairement visés sont des délégués d'atelier actifs sur le terrain, n'appartenant pas aux directions centrales des syndicats.

La deuxième liste de militants CGT licenciés signifie, elle, une volonté délibérée de s'en prendre à des militants connus de la CGT. Les ripostes centralisées ont été jusqu'ici organisées par la seule CGT qui a réussi à mobiliser aussi largement que lors de ses grèves précédentes, mais pas davantage, alors que l'attaque était pourtant devenue frontale, fin juillet.

Mais la direction n'a pas fait le détail : dans ses listes, elle a voulu faire des exemples représentatifs de tout ce qui pouvait être dangereux pour ses intérêts. Elle n'a pas distingué les étiquet-

tes de la CGT, de la CFDT, du PCF, de Lutte ouvrière ou de la LCR, lorsqu'il s'est agi de viser des militants combattifs défendant sur le terrain leurs camarades de travail.

Il y aura des luttes à Billancourt à la rentrée. C'est une évidence. Mais que celles-ci soient suffisamment massives pour être efficaces demeure un enjeu qui nous concerne tous. Rien ne serait moins efficace que d'assister en spectateurs à un conflit où les seuls protagonistes seraient la direction et les militants les plus actifs de la CGT.

La solidarité agissante avec la résistance des ouvriers de Billancourt et l'unité d'action pour élargir la riposte sont deux questions posées à tout le mouvement ouvrier. La résistance pour refuser tout licenciement à Billancourt doit devenir l'affaire de tous les travailleurs.

Jean-Claude Bernard



GRONDEMENTS ESTIVAUX

C'EST A DIRE

Après quatre semaines d'interruption, il s'avère malaisé de sélectionner les faits marquants d'un été. Non que l'actualité n'ait pas été fournie en petites phrases multiples. Mais les jeux du Landerneau politicien se trouvent toujours aussi éloignés des préoccupations quotidiennes du plus grand nombre. Il n'empêche. Parce qu'ils révèlent un climat ou les grandes tendances du moment, ces événements nous concernent.

La tradition veut que désormais chaque été soit marqué par un feuillet politique. 1986 se signalera sans conteste par l'intrigue politico-financière du Carrefour du développement. A dire vrai, ce scandale ne saurait surprendre les lecteurs de *Rouge*. Cela fait des lustres que nous dénonçons les pratiques, aux limites du gangstérisme, auxquelles l'impérialisme français a recours pour préserver sa chasse gardée en Afrique. Et cela fait aussi longtemps que nous disons que la vie politique n'est souvent qu'un colossal trafic d'influences. Le seul fait vraiment nouveau, c'est que



les socialistes ont à tel point épousé le fonctionnement des institutions qu'ils en reproduisent à présent toutes les tares.

S'il est néanmoins une leçon à retenir de ce sinistre épisode, c'est que rien ne se révèle plus mystificateur que la devise officielle de la République : « *Un homme, une voix* ». Dans ce système où tout s'achète et tout se vend, les suffrages n'ont pas la même valeur selon que l'acheteur dispose ou non des cotisations des grands groupes industriels et financiers, des arrangements conclus entre les municipalités et les entreprises ou des fonds secrets du gouvernement. La droite peut bien feindre de s'indigner des manipulations de Christian Nucci durant sa campagne électorale dans l'Isère. Mais toute sa politique consiste à renforcer l'inégalité des partis devant l'argent. N'est-il pas éloquent que l'article 13 de la loi Léotard sur l'audiovisuel autorise « *les émissions publicitaires à caractère politique* » ? Désormais, pour trois à quatre millions de francs lourds, les formations les plus puissantes pourront donc venir, aux heures de grande écoute, délivrer leurs messages sur le petit écran. Un progrès de la démocratie ? Allons donc ! Sans les moyens de l'exercer, une liberté ne reste que formelle.

En matière d'inégalité, le bloc au pouvoir ne se borne pas au domaine financier. Il se lance à corps perdu dans le tripatouillage électoral. Ayant rétabli le scrutin majoritaire — un « *scrutin de voleurs* », disait Jaurès —, le ministre de l'Intérieur se livre au savant découpage des circonscriptions.

Sur fond de préparation de la prochaine présidentielle, l'objectif des experts de la place Beauvau est double. D'une part, en reproduisant les règles qui

dominèrent la V^e République durant vingt ans, ils entendent donner un avantage écrasant à l'actuelle majorité. Avec leur score du 16 mars (42 % des suffrages), le RPR et l'UDF disposeraient par exemple d'une avance de trente à quarante sièges. D'autre part, pour revenir à une logique bipolaire, ils veulent conforter la formation dominante de chaque camp, à commencer bien sûr par le RPR. Il faudrait ainsi cent vingt mille voix pour élire un député communiste contre cinquante mille pour un socialiste et seulement moins de quarante mille pour un chiraquien.

A juste titre, le PS et le PCF dénoncent l'opération. Mais, en se limitant à un marchandage sordide pour « amender » les découpages, ils ne sauraient mobiliser l'opinion populaire. La fausse proportionnelle instaurée par l'équipe précédente comme le mode de scrutin de nouveau en vigueur ont pour trait commun de déformer les aspirations de l'électorat au profit des appareils dominants. Pour susciter un mouvement de défense de la plus élémentaire démocratie, il serait vraiment temps de revendiquer le seul scrutin réellement équitable : la proportionnelle intégrale, au plus fort reste et appliquée au niveau national.

La hâte de Pasqua à promouvoir sa carte électorale s'explique en fin de compte, par l'ampleur des contradictions qui minent la coalition majoritaire. Des démarcations implicites de Giscard aux appels de Léotard à réussir la « *deuxième cohabitation* », en passant par les propos perfides des lieutenants de Barre ou par la volonté de Chirac d'imputer à Giscard la vente d'une centrale nucléaire à l'Irak



voici dix ans, il n'est pas de jour où les vainqueurs du 16 mars ne s'entredéchirent. Du coup, l'autorité du pouvoir s'en trouve considérablement affaiblie, au point qu'une institution aussi servile que le Conseil constitutionnel multiplie les manifestations d'indépendance, allant jusqu'à invalider nombre d'articles de loi votés par les Assemblées.

Ce climat s'explique principalement par l'absence de tout projet commun entre les composantes de l'alliance réactionnaire. La constitution du gouvernement Chirac consacre l'hégémonie absolue du RPR et réduit au silence les ministres UDF bien qu'ils soient en charge des dossiers nécessitant les décisions les plus impopulaires (audiovisuel, Renault, RATP, PTT, etc.). Coalition hétéroclite, l'ancienne confédération giscardienne se retrouve dès lors plus divisée que jamais. D'où une spectaculaire réactivation de la rivalité qui oppose les prétendants à l'Elysée, désormais au nombre de quatre.

Tous ces grenouillages se déroulent sur toile de fond d'usure fulgurante des partis de droite. A tel

point qu'une quinzaine de députés UDF viennent, sous la plume de Michel Pinton, de formuler dans *le Monde* ce verdict accablant : « *Nous pensons que la*



coalition gouvernementale est menacée des mêmes blocages sociaux, de la même désaffection populaire et de la même paralysie politique que toutes les autres coalitions qui l'ont précédée depuis dix ans. » On ne saurait mieux dire !

Tandis que ce théâtre d'ombres polarise l'attention des médias, les coups ne cessent de pleuvoir sur le monde du travail. A lui seul, le bilan de la dernière session parlementaire est éloquent. En quelques mois, la droite a mis en œuvre l'essentiel de sa plate-forme électorale.

La rentrée sera tout à la fois marquée par des attaques sans précédent contre des bastions ouvriers comme Renault et par un budget qui distribue l'argent aux puissants. De la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes à l'allègement de la taxe professionnelle et d'autres charges sociales, c'est bien plus de dix milliards que Balladur se prépare à leur offrir. En revanche, les salariés devront acquitter un relèvement des cotisations vieillesse et une augmentation du prélèvement fiscal pour financer la Sécurité sociale. Et ils seront confrontés à la suppression de vingt mille emplois dans le secteur public, au gel des traitements des fonctionnaires et aux coupes claires dans les « aides aux entreprises ».

Devant pareil programme de régression sociale, il n'existe qu'une voie réaliste, celle de la mobilisation dans l'unité. Dès aujourd'hui, dans tous les secteurs menacés, dans chaque lutte partielle, il convient de réunir les conditions d'actions efficaces et coordonnées et, à terme, d'une épreuve de force politique avec ce gouvernement. Toute autre solution ne serait qu'illusion. Ni les capitulations en rase campagne de Maire, ni les rodomontades purement verbales de Krasucki n'offrent de réponses satisfaisantes aux problèmes des travailleurs. Quant aux manœuvres institutionnelles des socialistes, elles laissent les mains libres à Chirac. Savoir si François Mitterrand paraphera ou non l'ordonnance sur le découpage électoral importe peu si, dans le même temps, la coexistence se poursuit au sommet de l'Etat. Faire écho aux attentes du « peuple de gauche », c'est prendre tous les moyens de faire échec à la réaction et au patronat ; ce serait, pour le président de la République, refuser toute caution à la politique de la droite, à commencer par sa signature au bas de la moindre ordonnance. On est bien loin du compte. Chacun mesure l'ampleur du combat qui attend ceux et celles qui refusent de baisser les bras.

Christian Picquet

PS. La semaine prochaine, nous reprendrons notre chronique de l'actualité au jour le jour.

DES PROSCRITS PAR CENTAINES

Avec les récentes expulsions de militants nationalistes, le Pays basque vit à l'heure de la politique sécuritaire de Pasqua.



□ De notre correspondant

Juillet 1986 : cinq militants basques sont expulsés par le gouvernement Chirac. Remis directement entre les mains de la police espagnole, ils sont ainsi livrés à la torture.

Les réfugiés basques sont environ sept à huit cents à vivre au Pays basque français, certains depuis plus de quinze ans. Il y a quelques mois, plusieurs dizaines d'entre eux avaient reçu de la sous-préfecture une lettre les menaçant d'expulsion. Les menaces ont ainsi commencé à être mises à exécution.

Depuis qu'en 1979 Giscard a supprimé le statut de réfugié politique pour les Basques sous prétexte que la démocratie existait dé-

sormais en Espagne, l'ensemble de la communauté des réfugiés vit une situation des plus précaires. Les partis de gauche, les syndicats s'étaient, à l'époque, élevés contre une telle mesure, et la restitution du statut de réfugié pour les Basques était l'une des promesses du candidat Mitterrand, promesse réitérée par les candidats locaux du Parti socialiste aux législatives. Non seulement cette promesse n'a pas été tenue, mais c'est sous le gouvernement Fabius, en 1984, qu'eurent lieu les extraditions de trois militants basques, tandis que se multipliaient les assignations à résidence, les expulsions vers le Togo, le Cap vert, l'Equateur...

Après mars 1986, la droite n'avait plus qu'à suivre la voie ainsi tracée, et qu'elle s'empressa d'élargir avec les récentes expulsions, suivant la procédure dite d'urgence absolue. C'est bien l'application, au Pays basque français, des projets sécuritaires de Pasqua et Pandraud. C'est aussi le résultat, après l'entente Fabius-Gonzalez, d'une entente tout aussi cordiale Chirac-Gonzalez. La récente visite de Pandraud à Madrid a confirmé à Gonzalez, qui n'en attendait pas moins, qu'il pouvait compter sur l'appui total du gouvernement français. Et c'est vraisemblablement en échange des expulsions qu'ont cessé les attentats du GAL.

Face aux expulsions, aux dangers qu'elles représentent pour les réfugiés, aux menaces qui continuent de peser sur nombre d'entre eux, la mobilisation n'a pas été à la hauteur de l'enjeu. Certes, les prises de position publiques contre les expulsions ont été nombreuses. Cependant, la participation aux manifestations qui ont eu lieu à Bayonne, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz ou Sare a été relativement faible, de deux à six cents personnes au maximum.

En fait, les organisations les plus importantes du mouvement ouvrier n'ont pas mobilisé et n'ont appelé à aucune manifestation. Le PS s'est bien prononcé contre les expulsions, en particulier par la voix de son député Destrade. Il lui était cependant difficile de faire oublier les extraditions de 1984. Le PC, par voie de presse et par campagne d'affichage, s'est affirmé contre les expulsions et pour le respect des droits de l'homme. Mais ni le PS ni les PC n'ont organisé d'initiative publique.

De fait, ce sont les secteurs abertzales (nationalistes radicaux) qui sont à l'origine des initiatives. La campagne « Un réfugié, un

toit » a réuni à ce jour plusieurs centaines de signatures de personnes s'engageant à accueillir chez elles un réfugié. Les manifestations sont à l'initiative des comités de soutien aux réfugiés, organisés par ville et village et structurés en coordination. Ceux-ci appellent de façon unilatérale à manifester, les organisations voulant s'y associer convoquant ensuite chacune de leur côté. Il en résulte des manifestations sans réelle direction politique au contenu relativement confus, ce qui limite les possibilités d'élargissement de la mobilisation.

De la même façon, l'omniprésence policière au Pays basque français et les contrôles d'identité de plus en plus fréquents sont un facteur d'intimidation qui rend plus difficile la mobilisation. La préfecture n'hésite pas à interdire les manifestations comme celle du 9 août dernier à Bayonne. Quatre à cinq cents personnes se sont cependant réunies ce jour-là mais n'ont pu défilé, bloquées par un important contingent de CRS. Un bref affrontement a eu lieu lorsque les forces de police ont repoussé la manifestation dont une partie a ensuite été encerclée pendant quatre heures. Du jamais vu à Bayonne ! L'intention était vraisemblablement d'incarcérer certains responsables, ce qui a échoué vu le refus des manifestants de se soumettre à un contrôle d'identité.

Plus que jamais, il importe aujourd'hui que se réalise l'unité entre les différentes composantes du mouvement ouvrier et du mouvement abertzale pour des initiatives de masse. Les actions minoritaires armées ne peuvent de ce côté de la frontière que desservir la mobilisation. Les comités de soutien aux réfugiés l'ont bien compris, qui ont condamné l'attentat d'Iparretarrak (groupe clandestin de lutte armée au pays basque français contre le Palais de justice de Bayonne).

Avancer l'unité des différentes forces démocratiques, c'est l'un des objectifs du Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays basque qui a récemment convoqué à une réunion l'ensemble des organisations. Un certain nombre y ont répondu, ont décidé d'agir ensemble et de se réunir régulièrement pour faire face à toute évolution de la situation. Cette nécessité de l'unité se retrouve dans la déclaration commune des syndicats CFDT de l'agro-alimentaire, des banques, de la santé, des transports ainsi que de l'Union interprofessionnelle de base de Basse-Navarre.

Miguel Lahuerta

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Chômage : Chirac bat le record

La grande révolution libérale, celle de Chirac et son ministre du Travail Philippe Seguin, devait tout balayer et rebâtir sur les ruines de la gauche une forte économie en expansion. Et vlan ! En plein mois de juillet, le gouvernement Chirac bat le record absolu du nombre de chômeurs officiellement recensés. Mais la droite au pouvoir, avec ses grands cervaux de l'ENA et ses p'tits fachos venus des facs de droit, a de l'imagination à revendre.

Et voilà les « p'tits boulots » de monsieur Seguin.

Tu es jeune ? Tu seras livreur de journaux

L'avenir radieux décrit par Philippe Seguin ressemble à une mauvaise histoire belge. Puisque, nous explique le ministre du Travail, l'horizon 1987 c'est 3 200 000 chômeurs et le maintien du « seuil incompréhensible de 2 500 000 », alors développons les petits boulots. Exemples ? Ceux fournis par la bouche libérale de Seguin. Ils sont réels, et sérieusement avancés par lui : le premier consiste à créer des boulots transformant les jeunes en livreurs de pain frais ou de journaux le matin ; le second consiste à redonner vie au travail à domicile, afin que de menues activités puissent être comptabilisées comme travail et non plus comme chômage au sens officiel.

Enfin, Seguin veut à la fois étendre le TUC à tous les secteurs et mettre en place un licenciement à mi-temps ! Une personne travaillant 40 heures sera licenciée pour 20 heures, histoire de donner 20 heures à une autre. La paie sera, bien sûr, divisée en deux.

Si l'on juge un système économique, un gouvernement politique à ce qu'ils proposent à toute une jeunesse, alors ceux-là représentent le mépris le plus total élevé au rang de manière de gouverner.

Et il se trouve des syndicalistes comme Edmond Maire pour répondre présent à l'appel du maréchal Seguin, grand découvreur des p'tits boulots, général en chef du bricolage et du système D en matière d'emploi...

Le seuil de l'intolérable est franchi

En cinq mois à peine d'existence, ce gouvernement vole au dessus de la crise économique comme un fer à repasser. Et il joint l'odieux au désagréable : c'est le même gouvernement qui amnistie les capitaux évadés en Suisse quand la gauche était au pouvoir, qui supprime l'impôt sur les grandes fortunes, et qui explique aux jeunes que leur avenir réside dans un rôle de larbin d'utilité collective.

Après la flexibilité et l'extension du travail précaire, voilà la société des menus services, des expédients en tout genre pour faire fondre les statistiques du chômage. Un gouvernement qui se préoccupe de faire disparaître la jeunesse des listes de l'ANPE en lui proposant l'enthousiasmante occupation de vendre du jus d'orange ou de cirer les souliers des passants n'est pas un gouvernement à tolérer.

Avec Chirac, en cinq mois, nous avons fait le tour de la question. Le temps est venu de préparer son arrivée... au chômage.

UNE BOMBE ET SES ECLATS

L'attentat raté de Toulon révèle de façon spectaculaire les objectifs et les méthodes sanglantes de l'extrême droite. Il permet de montrer aussi les multiples liens qui l'unissent à la droite.

□ De notre correspondant

Nos potes, c'est les Français et on ne les touchera plus. » Voilà ce que proclamaient les affiches de SOS-France. Voilà ce que ne diront plus Claude Noblia et trois de ses amis, responsables de cette association. Dans la vieille ville de Toulon, les quatre hommes ont été victimes de l'explosion de la bombe avec laquelle ils voulaient, le 18 août, commettre plusieurs attentats.

L'équipe de Noblia n'en était pas à son coup d'essai. SOS-France était la façade des « Commandos de France contre l'invasion maghrébine ». Ceux-ci avaient déjà détruit un bar fréquenté par des immigrés, le 2 mai, à Toulon et commis un autre attentat la même nuit à Marseille. Le 12 juin, ils récidivaient à Fréjus et Draguignan en plastiquant plusieurs commerces coupables de vendre des billets pour le concert parisien de SOS-Racisme du 14 juin.

Un mois plus tard, SOS-France s'en prenait à la fête départementale de SOS-Racisme à Cogolin. Une centaine de nervis dirigés par Noblia et Bernard Bagur, responsable de la Maison du para à Toulon, parvenaient devant l'entrée principale du village de vacances où se déroulait le

concert. Pendant plusieurs heures, menaçants, armés de gourdins, ils empêchaient les spectateurs de pénétrer. Le préfet du Var et les forces de l'ordre, dûment prévenus par Harlem Désir venu à Cogolin, laissaient faire...

Noblia et ses amis n'étaient pas isolés. Les éclats de leur bombe retombent sur toutes les composantes de l'extrême droite et de la droite, avec qui le leader de SOS-France faisait le lien.

Un homme présent partout

Né à Alger en 1943, ancien parachutiste, Claude Noblia, cadre dans une société de leasing, devient militant de l'organisation pied-noir fascisante USDI-FRA vers 1975. En 1977, il fait partie de la liste RPR aux élections municipales de La Seyne. Il rejoint le Front national en 1983. Il en devient rapidement le responsable à La Seyne, ville limitrophe de Toulon. En février 1984, il est tête de liste du Front national lors des dernières élections municipales où il obtient 4,07 % des voix. En 1985, écarté de l'investiture aux cantonales et aux troisièmes municipales, il prend la tête d'une liste de « Renouveau national fidèle aux idées de Jean-Marie Le Pen » et

s'oppose à la liste officielle du Front.

Cette division de l'extrême droite facilite l'élection de la liste UDF de Charles Scaglia qui semble avoir poussé Noblia à agir. Ce dernier sera d'ailleurs récompensé. En juillet 1985, Scaglia le nomme administrateur de l'office HLM de La Seyne en raison de ses « qualités », dira-t-il en plein conseil municipal ! Nomination bien sûr pas innocente. Scaglia, d'abord secrétaire de mairie à Toulon, s'était vanté de n'avoir accordé qu'un seul logement HLM à une famille maghrébine pendant sa campagne électorale de 1984.

Exclu par les instances nationales du Front national en juin 1985, Noblia... reviendra par la fenêtre quelques mois plus tard. En octobre 1985, Le Pen désigne sa « filleule », Yann Piat à la tête de la puissante fédération du Var. C'est aussitôt la crise. Visant le siège de député, Bernard Mamy, l'ancien dirigeant et la plupart des cadres quittent le Front et fondent, après de sordides opérations, la Fédération nationaliste qui s'opposera sans succès à Yann Piat aux législatives et aux régionales (0,85 % contre 17,12 % au FN).

Noblia réintègre alors le bercail et aide Yann Piat tout en ne coupant pas les ponts avec Mamy ! Celui-ci tient en effet sa permanence électorale à la Maison du para, qui rassemble les anciens d'Algérie et dont le président officiel, Bagur, est un ami intime de Noblia, au point qu'il a annoncé qu'il prendrait sa suite à la tête de SOS-France. Ce dernier est également dans les meilleurs termes avec l'avocat Henri Pieroni, responsable du CNIP et président du comité électoral de Yann Piat, ainsi qu'avec le docteur Comunal, secrétaire départemental du FON, scission de droite du Front national !

Un tel réseau d'amitiés donne des idées à Noblia. Il rêve de regrouper ces morceaux épars et tous ceux qui veulent des actions dures. En février 1986, il fonde SOS-France dont l'objectif est « d'assister et défendre ceux qui auront eu à subir des actes de discrimination, de haine ou de violence en raison de leur qualité de citoyen français » (*Journal officiel* du 16 avril).

On sait quelles méthodes emploiera ce mouvement, dont les idées s'accordent parfaitement aux thèses sécuritaires de Pasqua. SOS-France, dont étaient membres plusieurs policiers toulonnais, avait d'ailleurs exprimé son soutien à la police nationale après les



La voiture des racistes.

récentes bavures et s'en était pris à SOS-Racisme qualifié dans un communiqué « d'officine de subversion antipoliticière et antifrançaise », une semaine avant l'explosion.

A l'ombre de la droite

Un tel programme ne pouvait que réjouir le Front national. Yann Piat, devenue députée du Var, couvrirait les méfaits et les actions terroristes de Noblia qui pourtant devenait son concurrent ! « J'ai fait le lien entre cette association [SOS-France] et les attentats signés par les commandos de France. (...) Lorsque le concert de SOS-Racisme a été perturbé par les hommes de Noblia, j'ai décidé préventivement de l'écartier », déclarait-elle au quotidien de droite *le Méridional*, le 19 août. Noblia était exclu à nouveau mais c'était bien plus parce qu'il devenait gênant qu'en raison de ces objectifs et de ces méthodes. Yann Piat n'avait d'ailleurs pas condamné les attentats du 12 juin.

SOS-France ne faisait que tirer les conclusions des déclarations et des actions d'une série d'élus de droite nationaux et locaux contre les maghrébins rendus responsables de l'insécurité. A Toulon, tout se concentre dans la vieille ville, quartier insalubre, peuplé en grande partie de maghrébins. L'équipe municipale, dirigée par le docteur Trucy (UDF), veut transformer le centre ville en quartier de logements et de commerces luxueux et déporter les immigrés vers les ghettos de la périphérie.

Le 26 mars, François Trucy rendait responsables de l'insécurité dans la basse ville « le chômage, les clochards et la surpopulation maghrébine ». Il n'hésitait pas à comparer les maghrébins « aux fourmis rouges d'Argentine qui ont chassé

les fourmis noires de Provence » (*le Monde* du 2 avril) ! Pourtant, à quatre reprises en 1985 des bombes avaient été lancées et ont explosé dans une rue de la basse ville où les maghrébins sont nombreux. La mairie ne s'en était pas émue.

Le 5 mai, une équipe de policiers municipaux en cagoule tirait les conclusions du discours du maire. Ils attaquaient en pleine nuit des clochards endormis, les rouaient de coups et les jetaient dans une fourgonnette avant de les relâcher à trente kilomètres de Toulon. Le commando était cependant arrêté dix jours plus tard à la suite des plaintes des malheureux. Il était dirigé par le chef de la police municipale, conseiller municipal RPR !

Les élus de droite « déplorant » maintenant l'étendue de l'incendie qu'ils ont contribué à allumer. François Trucy a toujours subventionné la Maison du para, dont étaient membres les victimes de leur bombe. En juillet, il faisait fermer la MJC du centre-ville, mettant ainsi à la rue le MRAP et Stop-racisme ! A Toulon, droite et extrême droite se concurrencent. Pour beaucoup de militants d'extrême droite, Noblia et ses amis sont des « martyrs ». Ils rêvent de les venger et de « purifier » le centre-ville. A Draguignan, le 20 août, des coups de feu ont déjà été tirés contre une pâtisserie orientale.

L'unité et la mobilisation des antiracistes peuvent seules permettre de les mettre en échec. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que les auteurs de tous les attentats racistes soient identifiés et mis hors d'état de nuire. A Toulon, la vigilance des antiracistes est importante car dans cette ville « on ne sait jamais »...

Jacques Védannes.

Noblia en compagnie de Bagur, président de la Maison du para, subventionnée par Trucy, le maire UDF de Toulon.



BAVURE ORDINAIRE

La mère, le père et le fils maltraités et tabassés dans le commissariat de Savigny dans l'Essonne. Bavure ordinaire ! En tout cas, difficile pour la police de parler de légitime défense.

□ De notre correspondant

Monsieur Courtine est ouvrier à la SNECMA, à Corbeil. Sa femme, Claudine, est sténo-dactylo à Air-France, à Orly. Ils ont un fils, Thierry, de dix-sept ans.

Le soir, Thierry et une dizaine de ses copains jouent au foot dans la cité des Tilleuls à Savigny-sur-Orge. A cela rien d'extraordinaire. Mais deux à trois fois par semaine, les flics descendent dans la cité, contrôlent l'identité des

jeunes, en fouillent certains, notamment Thierry.

Monsieur et madame Courtine ont essayé à plusieurs reprises de téléphoner au commissariat, pour avoir des explications, et chaque fois on leur raccroche au nez. Le lundi 18 août, monsieur et madame Courtine, avec les jeunes, décident d'aller au poste de police pour demander que les interventions répétées des « forces de l'ordre » cessent.

Au commissariat, les flics ne trouvent rien à faire de mieux que d'insulter et de

frapper sur le groupe. Ainsi Claudine aura six jours d'arrêt de travail, suite aux coups de matraque. Ils garderont toute la nuit le couple, Thierry et un de ses amis. On obligera Claudine à se dévêtir pour pratiquer une fouille intégrale. Quant à Thierry, il passera toute la nuit attaché avec des menottes à un radiateur. Ils retrouveront leur liberté, le lendemain, vers 10 h 00.

Cette fois-ci, les autorités ne pourront pas expliquer que cette bavure est due à la légitime défense, aux réflexes de flic, ou que les victimes étaient suspects.

Le responsable du commissariat, l'inspecteur principal Moreau, dira à Claudine : « Vous m'avez dérangé, eh bien vous en aurez pour toute la nuit. »

Les organisations de la CGT ont appelé à un rassemblement. Plusieurs centaines de personnes sont venues le mercredi 20 pour protester contre ces violences policières. Pendant tout le temps du rassemblement, où divers orateurs de la CGT et du PCF parlaient,

les flics postés au sommet du commissariat photographiaient et filmaient les participants.

A la fin du rassemblement, une dizaine de militants du Front national ont déployé une petite banderole affirmant : « Honneur de la police ».

Il est tellement bas l'honneur de la police que les fascistes sont obligés de le défendre... tout un symbole.

Daniel Yangas

Le commissariat de Savigny.



LE PRIVE A PAS DE GEANT

La privatisation n'est plus l'apanage des municipalités de droite. C'est une pratique de plus en plus courante dans les communes dirigées par des élus communistes, comme à Montreuil, en Seine-Saint-Denis.

De notre correspondant

A Montreuil, la privatisation des services communaux avance à pas de géant. Après les marchés alimentaires de la ville qui sont maintenant pour la majeure partie concédés au privé, c'est le chauffage des bâtiments communaux que le maire cède au secteur privé.

Lors du conseil municipal qui a décidé de cette privatisation, le 24 juin dernier, seul le groupe communiste majoritaire a voté pour. Le groupe socialiste s'est abstenu, tout en se prononçant pour la rigueur budgétaire. La droite, elle, s'est payée le luxe de s'abstenir.

La privatisation du chauffage des bâtiments communaux est un marché juteux de plus de douze millions de francs qui va attirer toutes les grosses sociétés du secteur.

Débrayage, tracts se sont succédés à l'appel de la CGT majoritaire qui a manifesté son opposition par sa présence au conseil municipal. Mais cette réaction est en deçà de la riposte nécessaire pour faire reculer

la municipalité, d'autant plus que la CFDT et FO avaient fait connaître leur opposition au projet lors d'une réunion du CTP (comité d'entreprise). Seule la mobilisation de l'ensemble du personnel et l'unité la plus large peuvent contraindre la municipalité à revenir sur ses décisions. Faute de cela, les communaux se chaufferont au privé à la rentrée.

Malheureusement, il semble que la « bavure » montreuilloise ne soit pas isolée. A Amiens, mairie communiste depuis 1971, le maire et son adjoint ont été séquestrés par le personnel communal en grève car la municipalité voulait attribuer la prime en fonction du mérite, alors qu'elle était accordée à l'ancienneté, et envisageait de privatiser certains secteurs.

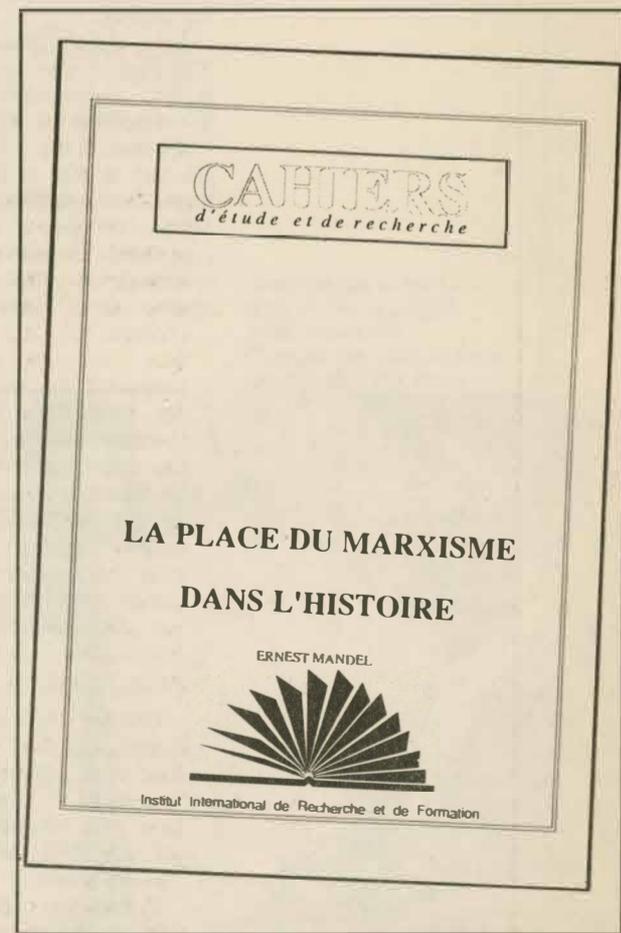
On pourrait citer d'autres exemples qui montrent tous qu'une dynamique de la privatisation s'est enclenchée dans les mairies communistes. Si celle-ci se confirmait, elle marquerait une rupture importante dans la gestion communiste des municipalités.

Les communes du fait de la crise et de la politique gouvernementale, commencée sous la législature précédente (allègement de la taxe professionnelle, baisse des dotations de l'Etat), sont contraintes, elles aussi, d'appliquer l'austérité. Dans les mairies de gauche et en particulier celles dirigées par les communistes, ces contraintes pèsent encore plus lourdement face aux politiques sociales qui deviennent plus onéreuses.

Jusqu'à présent, les mairies communistes essayaient de masquer leur politique de rigueur, maintenant elles pratiquent ouvertement l'austérité. Cette orientation aura des conséquences sans aucun doute au niveau électoral.

Argumentant sur le fait que d'autres villes de gauche concédaient au privé le chauffage des bâtiments communaux, le maire communiste de Montreuil disait : « Allons-nous être les merles blancs ? ». Il devrait prendre garde à ne pas être le dindon de la farce électorale.

Marcel Bertrand



LA LOI DU COLON

Chirac et Pons vont se rendre en Nouvelle-Calédonie présenter leurs projets et redonner vie à la droite locale. De son côté, le FLNKS a marqué des points sur la scène internationale.

Le 29 août, Jacques Chirac conduira une délégation ministérielle en Nouvelle-Calédonie. Il visitera ensuite Wallis et Futuna et reviendra à Paris après avoir fait escale à Papeete. Flanké de cinq ministres, dont celui des DOM-TOM, Bernard Pons, Chirac se fait accompagner de l'éminence grise de la V^e République, Jacques Foccart, l'homme de tous les coups tordus en Afrique.

Largement mise en valeur par la presse de droite métropolitaine (*le Figaro*, *le Quotidien de Paris*), la visite fait bondir d'impatience Dick Ukeiwé, réélu président du Congrès du territoire à l'unanimité des suffrages exprimés, y compris les deux du Front national. Les élus du FLNKS avaient boycotté le scrutin.

Le gouvernement entend contre le FLNKS et faire appliquer ses projets. La loi-programme Pons, créant un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, a été adoptée avant la fin de la dernière session parlementaire. Elle réduit, entre autres, les pouvoirs des régions créées par la loi Fabius.

Chirac et Pons vont probablement annoncer lors de leur visite leur projet de loi électorale, qui va bien entendu avoir une importance cruciale.

La position du FLNKS n'a pas varié : le peuple kanak a été réduit à une situation minoritaire par une colonisation de peuplement. En Kanaky vivent ainsi des Kanaks, des « victimes de l'Histoire », descendants de cette colonisation, mais aussi des fonctionnaires, des militaires et des pieds-noirs venus rechercher un paradis colonial après la conquête de l'indépendance par l'Algérie. Le peuple kanak a le droit de s'autodéterminer et il le fait massivement en faveur de l'indépendance. Pas question de laisser le colonisateur décider au même titre que le colonisé.

Bernard Pons a le culot d'appeler ça faire de l'apartheid et de travestir la position du FLNKS en prétendant qu'il ne préconiserait que « le droit de vote aux Kanaks purs ».

A l'évidence, cette question va être au centre des

débats sur l'organisation du référendum d'autodétermination prévu l'an prochain. Elle a reposé lors du congrès du FLNKS qui s'est tenu à la mi-août la question de la tactique à suivre, s'il n'a pas dégagé les moyens de reprendre l'initiative sur le territoire. Le congrès a tranché en faveur d'un maintien dans les institutions d'ici le référendum et a réaffirmé la motion du Congrès de Nakety sur le rôle des comités de lutte comme structures essentielles du Front.

Le même Pons fait décidément dans la provocation. Après avoir violemment attaqué le FLNKS, le ministre des DOM-TOM a annoncé qu'il avait mis à l'étude la dissolution du gouvernement provisoire de Kanaky que préside Jean-Marie Tjibaou.

Cette mesure est réclamée à cor et à cri par la droite et l'extrême droite

caldoche qui y verrait là le symbole de sa domination électorale (bien que majoritaire dans trois des quatre régions Fabius, le FLNKS est minoritaire au congrès du territoire du fait de la représentation de Nouméa).

Chirac veut en donner pour leur argent aux Caldoches qui viendront l'acclamer, histoire de changer de la chasse au Kanak. C'est aussi une manière de contre-balancer les points marqués par le FLNKS sur le plan international.

Peu de temps avant leur congrès qui vient de se tenir à Lifou, les indépendantistes kanaks ont remporté un succès diplomatique lors du 7^e Forum du Pacifique-sud. Ce dernier a décidé en effet de demander l'inscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU, ce qui traduit bien l'isolement international de la France dans la région où elle se



Les indépendantistes kanaks ont remporté un succès diplomatique lors du 7^e forum du Pacifique-Sud.

rend déjà impopulaire par ses essais nucléaires et sa présence militaire.

Dick Ukeiwé avait pourtant fait le voyage à Suva aux îles Fidji. Ukeiwé n'a rallié aux vues de Paris que

le Premier ministre des Îles Cook à tel point que *le Figaro* a titré : « Les indépendantistes très entourés, les loyalistes bien isolés ».

Pauvre oncle Dick.

Jean-Jacques Laredo

PAKISTAN

LA RUE CONTRE ZIA

Les émeutes se multiplient au Pakistan après l'arrestation de Benazir Bhutto, chef de l'opposition. C'est le début d'une crise politique majeure dans un pays qui a une position stratégique.

La lutte pour le pouvoir au Pakistan a gagné la rue plus rapidement que beaucoup d'observateurs ne le pensaient. A peine trois mois après le retour triomphal de Benazir Bhutto qui avait passé deux années d'exil en Grande-Bretagne, le mouvement d'opposition à la dictature du général Zia al Huq a pris la forme d'affrontements répétés avec la police.

Malgré la levée de la loi martiale le 30 décembre 1985 et la constitution d'un gouvernement civil, c'est toujours un régime fort qui est en place à Karachi.

Incontestablement, Zia al Huq redoute son adversaire, fille de l'ancien président qu'il a renversé et fait pendre. A la veille du quarantième anniversaire de l'indépendance, le gouvernement a d'abord interpellé

Benazir Bhutto pour l'empêcher de manifester avec ses partisans du Parti du peuple pakistanais et de la coalition qu'elle anime, le Mouvement pour la restauration de la démocratie.

Malgré cela, des manifestations ont eu lieu à travers le pays, faisant notamment quatre morts à Lahore. Condamnée à trente jours de détention pour avoir enfreint son assignation à résidence, Benazir Bhutto a rejoint en prison d'autres responsables du MRD qui avaient été appréhendés.

La réaction ne s'est pas fait attendre et la protestation dans les rues a tourné à l'émeute dans plusieurs villes. Les affrontements avaient déjà fait vingt-six morts la semaine dernière.

Ainsi Benazir Bhutto ne laisse pas d'autre choix au gouvernement de Moham- med Khan Junejo que de

reculer ou de faire appel à l'armée, mettant ainsi bas les masques.

La dirigeante de l'opposition bénéficie d'un soutien populaire parmi la population défavorisée et inquiète certains cercles dirigeants. Elle n'a pourtant rien d'une passionaria socialiste ou d'une adversaire de la libre entreprise.

Mais pour l'instant, s'ils n'excluent pas devoir compter avec elle dans l'avenir, les Etats-Unis préfèrent continuer de miser sur l'équipe au pouvoir. Depuis 1979, et l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, le Pakistan est considéré comme pays de ligne de front. C'est la base arrière des moudjahidines afghans et c'est par lui que transite l'aide internationale.

Sa position géostratégique fait donc de ce pays

islamique de près de 100 millions d'habitants un élément décisif du dispositif américain. En 1981, l'aide américaine au régime de Zia al Huq se montait à 3,2 milliards de dollars pour un programme économique et militaire. Elle est prévue à 4,02 milliards pour l'an prochain.

Les résultats économiques satisfont plutôt les places financières : le taux de croissance est le plus élevé des pays de la région. Cela n'empêche pas le Pakistan d'avoir dans le même temps le taux le plus bas pour ce qui est de la santé et le plus élevé pour l'analphabétisme.

Zia al Huq a annoncé qu'il n'y aurait pas d'élections anticipées avant celles prévues en 1990. Il n'est pas sûr de tenir jusque-là.

Jean-Jacques Laredo

COURTS... METRAGES

CAMEROUN REPRISE DES RELATIONS AVEC ISRAEL

Le Premier ministre israélien Shimon Peres vient d'effectuer une visite officielle de quarante-huit heures au Cameroun, renouant ainsi des relations diplomatiques avec ce pays qui compte une forte population musulmane.

Ce voyage est le premier en vingt ans qu'effectue un Premier ministre israélien dans un pays d'Afrique noire. Il marque surtout la reprise de relations officielles avec l'Afrique noire après leur rupture consécutive à la victoire israélienne de 1973 lors de la guerre de Kippour. Pendant toutes ces années, l'Afrique du Sud semblait le partenaire exclusif d'Israël sur le continent.

A présent, tandis qu'Israël se distancie de Pretoria et parle même de sanctions à son encontre, le Cameroun est le huitième pays d'Afrique noire à reprendre officiellement ses relations avec l'Etat hébreu. Le Zaïre avait été le premier à le faire en 1982 et en février dernier, c'était le tour de la Côte d'Ivoire.

ETATS-UNIS VICTOIRE JURIDIQUE DU SWP

Le Socialist Workers Party, organisation solidaire de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, vient de voir aboutir les poursuites judiciaires qu'il avait engagées contre le FBI en 1973. Un juge fédéral vient de lui accorder 264 000 dollars (1,8 million francs) de dommages et intérêts.

Le FBI a été reconnu coupable d'avoir illégalement violé le caractère privé du parti. De 1941 à 1976, le FBI a procédé à deux cents effractions de locaux et a utilisé des centaines d'informateurs. Selon le juge, durant ces trente-cinq années, il n'y a pas eu d'indication selon laquelle le SWP aurait enfreint une loi fédérale qui ait conduit à une arrestation.

OLP TOUJOURS LA DIVISION

Une tentative de réconciliation entre Yasser Arafat et ses opposants afin de résoudre les rangs divisés de l'OLP a tourné court. Le FDLP et le Parti communiste palestinien, opposés à Arafat ont rencontré ce mois-ci à Moscou des représentants du Fatah qui se sont déclarés prêts à dénoncer l'accord signé avec le roi Hussein après la tenue d'une réunion extraordinaire du Conseil national palestinien prévue à Alger.

De leur côté, les six organisations du Front du salut national de la Palestine, proche de la Syrie, qui avaient déjà boycotté le dernier Conseil national palestinien tenu à Amman en 1984, ont annoncé de Damas qu'elles ne participeraient pas à sa prochaine session spéciale si leurs exigences n'étaient pas satisfaites.

Elles réclament le remplacement de Yasser Arafat à la présidence de l'OLP, que le leader du Fatah rompt le pacte pour une initiative de paix jordanienne-palestinienne signée avec le roi Hussein en février 1985 et récuser l'engagement pris en octobre 1985 après ses discussions avec le président égyptien Moubarak de renoncer à la violence hors d'Israël et des territoires occupés.

AFRIQUE DU SUD ENFANTS CONTRE APARTHEID

Mille deux cents personnes au moins ont été tuées au Cameroun à la suite d'une éruption volcanique qui a libéré des gaz toxiques. Les secours internationaux s'organisent tandis que l'oxygène nécessaire à la réanimation fait défaut dans les hôpitaux du pays.

Un écolier noir a été tué et huit autres blessés par la police à Soweto lundi 25 août. Au début du mois, les élèves avaient reconduit le boycott des cours pour protester contre la présence de l'armée dans les établissements scolaires.

L'archevêque Rivera y Damas a annoncé que des négociations entre le gouvernement salvadorien de Napoleón Duarte et la guérilla doivent s'ouvrir à Sesorí (à l'est de San Salvador).

Lundi matin, les élèves décidaient de reprendre les cours si leur demande était satisfaite, mais à leur arrivée devant leur lycée, plus de 500 élèves se retrouvaient devant les forces de sécurité qui les ont dispersés en ouvrant le feu.

On estime que 300 000 élèves noirs sur 1,7 million boycottent actuellement le troisième trimestre scolaire. D'autre part, le Parti fédéral progressiste (blanc, d'inspiration libérale) révélait que des enfants de moins de douze ans étaient détenus en vertu de l'état d'urgence promulgué le 12 juin dernier.

Le gouvernement sud-africain reconnaît avoir arrêté 8 501 personnes depuis cette date mais l'opposition avance le chiffre de 12 000.

Botha a cependant des motifs de satisfaction, Gatsha Buthelezi, dirigeant du bantoustan KwaZulu, se faisait déjà l'avocat le plus acharné à lutter contre des sanctions à l'encontre de Pretoria. Voilà qu'Houphouët Boigny vient à la rescousse. L'ancien président de Côte d'Ivoire vient en effet de déclarer : « Je connais Botha et je peux dire qu'il est l'un des leaders blancs d'Afrique du Sud les plus modérés (...) Nous demandons à nos frères de s'armer de beaucoup de patience et surtout de ne pas suivre ceux qui prêchent la violence. Ce qui le font le paieront. »

VIENT DE PARAITRE



Italie Espagne Ukraine

Le ministère de l'Intérieur du Nicaragua a annoncé l'arrestation du vice-président de la Chambre de commerce Guillermo Quant Tai sous l'accusation d'espionnage au profit des Etats-Unis. Quant Tai a reconnu avoir été recruté par la CIA et avoir reçu matériel et entraînement pour accomplir sa mission. A son domicile ont été retrouvés les codes dont il se servait pour correspondre avec ses contacts américains.

RFA LE SPD EN CONGRES

Le SPD a ouvert son congrès à Nuremberg le 25 août. Les quatre cent quarante délégués devraient s'accorder sans trop de remous sur le candidat à la Chancellerie, Johannes Rau à cinq mois des élections législatives. L'ensemble des tenors de la social-démocratie ouest-allemande ont mis une sourdine à leurs désaccords, y compris Willy Brandt qui ne passait pas encore récemment pour proche de Rau.

Entre le vétérinaire, qui brigue une nouvelle fois la présidence du SPD et le candidat chancelier, les divergences sont publiques. Willy Brandt semble cependant s'être aligné sur l'objectif de Johannes Rau : conquérir la majorité absolue pour le SPD, en rejetant l'alliance avec les Grünen.

Programme ambitieux quand on sait que la cote de Johannes Rau n'a plus l'allure ascendante qu'elle avait et que le SPD est crédité par les plus optimistes de 43 % des suffrages. L'autre fait majeur de ce congrès est la présentation d'un « programme fondamental », qui ne sera soumis à ratification qu'en 1938. Le précédent date de 1959, le fameux programme de Bad-Godesberg, qui avait vu le changement historique faisant du SPD un « parti de gouvernement ». Cette rupture avec la conception du « parti de classe » qui prévalait jusque-là marquait un tournant pour toute la social-démocratie européenne.

Le nouveau « programme fondamental » s'articule autour de l'abandon de l'énergie nucléaire « au cours d'une brève période de transition », d'une politique de paix fondée sur le concept de « sécurité commune », du dépassement de la « société des maîtres » et la réévaluation du rôle de l'Etat.

Plus de 20 000 personnes ont manifesté dans les rues de La Paz contre la présence militaire américaine, les difficultés économiques et la réforme fiscale. Le mot d'ordre de grève générale de quarante-huit heures lancé par la Centrale ouvrière de Bolivie a été largement suivi.

LA COTE EN FEU

Un vrai carnage, ces feux sur la côte. Il est vrai que l'on ne court pas les mêmes risques dans les HLM de Saint-Denis ! Reste que personne ne peut être indifférent à de telles catastrophes écologiques.

Selon Haroun Tazieff, ces drames n'ont rien d'inévitable. Ils sont beaucoup plus la conséquence de choix politiques et sociaux, que le résultat inéluctable de la multiplication des pyromanes. Pour les éviter, il faudrait prévoir, prévenir et entretenir. Il est bien tard. L'exode rural a eu aussi comme conséquence l'extinction de la vie organisée, même artisanale, dans les forêts de la côte.

C'est la prolifération des herbes, des arbustes et des broussailles, l'absence de tout entretien des arbres, ou de mise en place de coupe-feu. Le tout fournit un mélange détonnant à la bonne grâce des étincelles. La situation est tout à fait différente dans la

forêt landaise, par exemple, soigneusement entretenue par l'exploitation des pinèdes. Le développement des végétations sur la côte supporte tout à fait le désordre des broussailles « organisées » autour des villas. Mais celui-ci favorise les incendies, qui ravagent alors habitations et forêts entières, font risquer leur vie à ceux qui combattent le feu.

Haroun Tazieff a, parait-il, « prêché dans le désert », lorsqu'il soutenait qu'il valait mieux dépenser des millions à débroussailler les forêts de la côte qu'à entretenir les canalisations, vétustes qui plus est. Les responsabilités qu'il exerça sous le gouvernement Fabius ne lui ont même pas permis, explique-t-il, de remporter la bataille de la prévention. Il y aurait selon lui un « lobby du feu ». Il est vrai qu'il existe bien un lobby nucléaire !

Le parking à villas de la côte d'Azur a encore de tristes jours devant lui.

COURTS... METRAGES

NAVALE REGROUPER TOUTES LES FORCES

Les « discussions » qui devaient reprendre mardi 26 août entre les organisations syndicales et les administrateurs judiciaires des chantiers Normed (Nord-Méditerranée) de La Seyne, La Ciotat et Dunkerque ne déboucheront sur rien de tangible. Les diverses propositions de reprise, faites au cours du mois d'août à La Seyne ou à Dunkerque, ont au moins deux points communs. Elles sont, tout d'abord, parfaitement improvisées, elles reposent ensuite sur des coupes claires dans les effectifs. Le licenciement de la moitié des salariés en moyenne !

Pas plus de solutions donc de ce côté que de celui des pouvoirs publics qui cherchent tout simplement à fermer les chantiers concernés, supprimant des milliers d'emplois. Les congés formation et les éventuels « capital départ » de deux cent mille francs n'y changeront rien.

Les travailleurs de la navale sont loin d'avoir dit leurs derniers mots. Fin juillet dernier, ils sont montés par milliers à Paris pour exiger le maintien de l'emploi, le maintien en activité des trois sites. Leurs actions n'ont pas cessé durant l'été. Il faut maintenant regrouper toutes les forces, dans l'unité de toutes les organisations syndicales et de tous les chantiers. Pour faire céder le chantage de Madelin et maintenir tous les emplois dans la navale !

Racisme au quotidien. Sans doute encouragé par les thèmes chers à Le Pen, deux individus ont, dans la nuit du 23 au 24 août, froidement exécuté un automobiliste marocain de cinquante-deux ans, Mohammed Felcbou, sur l'autoroute A 63. Son crime ? Une banale faute de conduite.

DONNANT DONNANT : LES AVENTURE DE JO SEYDOUX

Il faut tout de même signaler au passage l'opération d'été réalisée par Jérôme Seydoux, le PDG de la 5, l'une des plus grandes fortunes de France. Au moment où le gouvernement lui retirait d'une main la concession d'exploitation de la chaîne de télé offerte par François Mitterrand, il reprenait de l'autre les activités maritimes du groupe Seydoux les « Chargeurs SA ». Celles-ci faisaient régulièrement subir des pertes au groupe qui détient par ailleurs des entreprises comme UTA ou les éponges Spontex (mais oui tout ça et la 5 c'est pareil...). Les transports maritimes des Chargeurs sont « offerts » à la compagnie maritime nationale la CGM... qu'il n'est pas question de privatiser ! Echanges de bons procédés. Malgré tout : donnant, donnant ?

KONK FAIT FUHRER

Ancien dessinateur du Monde, Konk vient de publier un nouvel album intitulé *Aux voleurs*. Le ton est cette fois sensiblement différent de ses planches antérieures. Celui qui se proclame volontiers « anarchiste et antigouvernement » se réfère en effet ouvertement à Faurisson, le chef de file de ces prétendus historiens qui nient l'existence du génocide hitlérien.

Le 8 août, dans une interview à *Libération*, le dessinateur indique : « Quand j'ai vu pour la première fois le film "Au nom de tous les miens", j'ai été frappé par des gens qui entraient dans la pièce avec des tenailles pour s'occuper des cadavres. Or, ce n'est pas possible de pénétrer si vite dans une chambre à gaz. Les témoins disaient cinq, dix, quinze minutes après. Et le fabricant qu'il faut attendre vingt heures. Ça ne vous trouble pas ? Si cinq mille personnes ont vu quel- qu'un commettre un crime à Paris et qu'il a un ticket de magasin prouvant qu'à cet instant il était à Lyon, qu'est-ce que vous pensez ? »

Dans la même veine, Konk poursuit un peu plus tard : « Faurisson suppose que beaucoup [de ces déportés] sont morts de maladie. Il y a une forme de typhus où on devient affreusement maigre. Il me semble légitime de se poser des questions... »

Lamentable trajectoire d'un homme qui fut jadis humaniste et de gauche et qui se reconnaît aujourd'hui dans l'ancien chef de la Gestapo de Lyon : « J'ai vu Barbie à la télé, ça m'a intéressé. » Les preuves que réclame Konk existent sous la forme de centaines de témoignages, de milliers de photos et aussi à travers ce qui reste des camps de la mort. En comparaison de ces preuves, les affabulations d'un Faurisson ne peuvent dissimuler les sympathies néo-nazies de leur auteur. Il n'épêche. Contaminé par un climat qui voit l'extrême droite redresser la tête, Konk se rallie au camp du mensonge. Adieu et bon vent !

A EN PLEURER

GROS LOT

Mais non, ce n'est pas si dur de rentrer. Voyons : qu'est-ce qu'on pourrait vous souhaiter ? Une augmentation de salaire de quatre cents francs mensuels, un emploi à votre qualification pas trop loin de chez vous, une allocation logement de 40 % du loyer, un changement standard du moteur de votre voiture, offert par le constructeur, un taux d'intérêt de 10 % sur votre livret d'épargne, la construction d'une crèche et d'une école neuves dans votre quartier, la diminution du temps de travail à trente-cinq heures, le doublement des rames de métro et de RER entre 17 h 00 et 19 h 00 heures...

Non, mais vous rêvez ? Vous croyez peut-être que ça va tomber comme ça dans l'escarcelle ? Autant essayer de gagner au loto, puisque « ça n'arrive pas qu'aux autres ».

Il y aurait bien une autre solution, ce serait de semer un gros pataqué une bonne fois pour toutes. Révons encore... Vous venez de reprendre le boulot, c'est le lundi 1^{er} septembre, vous regardez la télé et que voyez-vous au journal de vingt heures ? Krasu, Edmond, Dédé et Pommatau sont sur le perron de la Bourse du travail de Paris. Leur réunion se termine par une déclaration commune : « Trop c'est trop, le temps est venu de mettre le paquet, c'est un appel à l'action résolue et unie que nous lançons à tous les salariés. »

Commentaire de Bernard Rapp : « Coup de théâtre dans le mouvement syndical : l'unité succède à des années de division, nous entendrons les réactions de mathématicien Philippe Seguin, ministre du Travail. » Mathématiquement nous avez plus de chances de voir ça que de gagner le gros lot. Et politiquement, c'est quand même plus correct... Nicolas Jeanson

INSEE INDICE TOUJOURS AUSSI TRUQUE

A première vue tout semble baigner dans l'huile question désinflation : + 0,1 % en juillet. Une misère ! La hausse des demandeurs d'emploi qui s'inscrivent à l'ANPE est quinze fois plus forte (1,5 % en données brutes) ! Sauf qu'il faut le dire et le répéter, l'indice INSEE est un indice toujours aussi truqué. Si l'on détaille un peu les postes, on note par exemple une baisse importante des pro-

duits pétroliers comptabilisée en juillet (- 4,7 %, soit - 22,1 % en un an). Mais si l'on observe par contre le poste loyer-distribution d'eau, on observe une hausse de 4,3 % en moyenne, ces douze derniers mois, dont + 0,5 % en juillet.

Les services en général ont quant à eux augmenté leurs tarifs de plus de 4 %.

Faites les comparaisons. Dans un budget moyen, les frais pétroliers en baisse sont loin de compenser les loyers en hausse. Signalons enfin la palme des hausses décernée aux articles textiles : + de 6 %. Changez pas trop souvent de chemise. Ça use et ça coûte cher.

URSS : et si on parlait vrai ? 40 francs. En vente à la librairie La Brèche ou à la PEC. Michel Lequenne fait le

COURTS... METRAGES



PAS DE VACANCES POUR LA SOLIDARITE

Juillet 1986. Profitant de la météo de l'été, le gouvernement pensait pouvoir expulser les réfugiés basques dans plus totale indifférence. En quelques jours, cinq militants étaient ainsi expédiés de l'autre côté de la frontière, en vertu de la procédure dite « d'urgence absolue ».

C'est dans ce contexte que la LCR décidait de riposter, même si la période estivale interdisait de réunir les conditions d'une manifestation unitaire. Le 31 juillet, quelques heures seulement après l'expulsion du cinquième réfugié, une cinquantaine de militants de la Ligue et des JCR se retrouvaient devant le ministère de la Justice à Paris. Le lieu avait été choisi symboliquement pour dénoncer le caractère totalement arbitraire des mesures de la place Beauvau.

En quelques minutes, devant les journalistes discrètement prévenus, un certain nombre de militants s'enchaînaient aux grilles du bâtiment et une banderole était déployée : « Non à l'expulsion des réfugiés basques ». Pris au dépourvu, les flics en fraction et la hiérarchie du ministère hésitaient un moment sur la conduite à tenir, puis invitaient notre camarade Christian Lamotte, membre du bureau politique, à s'entretenir avec le chef du cabinet de Chalandon. A notre camarade qui lui ressumait les positions de la LCR en faveur de la restitution du statut de réfugiés aux militants basques, le représentant de la Chancellerie, tout en réaffirmant sa solidarité avec la politique gouvernementale, prenait toutefois ses distances : « Vous savez, le ministère n'a guère eu son mot à dire sur ces expulsions ».

Vers 19 h 00, alors que les renforts de police prenaient position dans les rues entourant la place Vendôme, les militants se débarrassaient de leurs chaînes et se dispersaient. Non sans s'être auparavant promis de manifester de nouveau si le pouvoir procédait à de nouvelles expulsions. Cette initiative aura fait la démonstration que Pasqua ne pouvait accomplir ses mauvais coups, en profitant de l'apathie de l'opinion. Dans la presse nationale, FR3, le Monde et Libération s'en firent l'écho.

UN NUMERO SPECIAL DE « CRITIQUE COMMUNISTE »

Critique communiste a consacré un numéro spécial à l'Union soviétique essentiellement conçu en réaction aux clichés, aux réflexes conditionnés qui imprègnent le discours dominant sur l'URSS, en particulier en France. Que sait-on de débats qui se font jour en ce début de l'ère Gorbatchev ? Canalisés et tolérés, ils n'en sont pas moins révélateurs et source d'informations.

Vera Lapotchikine et Eric Laurent ont ainsi choisi d'éclairer des aspects particuliers de ces débats ou des évolutions en gestation (mobilité du travail et promotion sociale, l'émigration du politique et du littéraire ; la portée du discours écologique ; les brigades de travail et l'augmentation de la productivité...). Un extrait d'un livre de V. Zaslavsky sur « Le consensus organisé sous Brejnev » recense les options ouvertes à ses successeurs.

Résolument à contre-courant du discours bourgeois, Alain Brossat nous décrit la misère de l'idéologie du totalitarisme. Tandis qu'à travers un texte d'Isaac Deutscher paru dans les années cinquante nous découvrons combien les nouveaux « déjeûns du communisme » innovent peu.

« Terreur et consensus de Staline à Gorbatchev » : tel est le thème de la table ronde où Daniel Bensaïd, Alain Brossat et Eric Laurent débattent de l'évolution de notre perception du stalinisme et des années trente en URSS. Pour finir, un extrait d'un livre à paraître de Nikolaï Petrov nous raconte les « joies et misères » du travail en entreprise dans les années trente.

IL YA CINQUANTE ANS, LE PREMIER PROCES DE MOSCOU

Il y a cinquante ans, le 19 août 1936, s'ouvrait à Moscou le premier des grands procès, de ces effroyables mises en scène qui allaient broyer une génération entière de dirigeants révolutionnaires. Face au procureur Vichinsky, aux ordres de Staline, allaient ainsi défilier les principaux dirigeants bolcheviks survivants de la Révolution russe, les cadres de l'Internationale communiste, les chefs les plus haut placés de l'Armée rouge. Des millions de personnes allaient prendre le chemin des camps. La liquidation physique allait toucher par la suite les internationalistes ayant pris part à la révolution espagnole.

La première charrette comprenait Kamenev, ancien président du soviet

de Moscou, Zinoviev, qui avait présidé le soviet de Petrograd en octobre 1917 et avait été président de l'Internationale communiste. Les suivantes allaient comprendre Boukharine, « l'enfant chéri du parti », Radek, Piatakov, etc.

Staline avait assis son pouvoir. L'ombre de Trostky, en exil forcé, allait planer sur ces procès. Faute de le juger, et en attendant de le faire assassiner quatre ans plus tard, on allait juger le trotskysme.

Tout était bon pour avilir l'Opposition de gauche et son combat : on traça un trait d'égalité entre les trotskystes et la Gestapo, on inventa des complots pour détruire le Parti. Etre

oppositional était devenu un crime passible de la peine de mort.

Pourtant ceux qu'on allait juger au fil des procès avaient fait « acte de contrition » au 17^e congrès du PCUS en janvier-février 1934, ce congrès qu'on allait appeler « le congrès des vainqueurs ». Les anciens leaders des oppositions, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Piatakov, Rykov, Tomski, Radek étaient venus capituler devant le congrès. Peu après, Christian Rakovski, dernier grand oppositional avec Trotsky, en faisait autant.

Des années avant le premier procès, ces militants avaient déjà entamé leurs aveux. Simplement, Staline allait les pousser toujours plus bas avant de les

exécuter. Pour les premiers accusés, le prétexte sera l'assassinat en 1935 de Kirov. Le dirigeant du parti à Léninograd jouissait d'une base solide dans cette ville et sa position dans le parti devenait telle que Staline en prit ombrage. Les accusés reconnurent ce crime. Le pire était encore à venir.

Face à la terreur stalinienne, les trotskystes ne rencontrèrent pas beaucoup d'écho dans leur dénonciation des procès. Les PC, le français en tête, applaudissaient et réclamaient des têtes, des intellectuels comme Henri Barbusse ou Romain Rolland se défilèrent et le Parti socialiste de Léon Blum s'opposa à l'organisation d'un contre-procès en France. Le Goulag n'était pas encore à la mode.

TERRORISME MADE IN USA

Daniel Noël, brigadiste et militant du Comité de solidarité a eu l'occasion de rencontrer Joël Fieux au Nicaragua et de discuter longuement avec lui. Il a retranscrit cette discussion qu'il a transmise au Comité de solidarité avec le Nicaragua, ainsi qu'aux autres journaux et organisations présents lors de la réunion unitaire qui s'est tenue après l'assassinat de Joël.

Joël, ainsi qu'Ivan Leivraz, travaillaient dans la région de Matagalpa, se déplaçant souvent dans des zones dangereuses. Daniel Noël les a rencontrés tous les deux lors de son passage à Matagalpa.

Daniel Noël nous rappelle les propos d'Ivan, tombé dans l'embuscade avec Joël, du coopérant allemand Bernhard, ainsi que de deux Nicaraguayens, avant de nous parler de nous parler de Joël.

Ces camarades avaient une grande conscience de la menace qui pesait sur eux, le dernier soir, autour de la table où nous avions évoqué ces problèmes. Yvan m'avait répondu : « Oui, j'ai peur, mais je ne peux pas déranger et exiger une escorte militaire à chaque fois que je dois me déplacer, ils ont autre chose à faire et en aucun cas nous ne devons devenir un poids pour les Nicaraguayens. Alors on monte dans la Toyota, on met de la musique qui nous rappelle des bons souvenirs, dans le mange-cassettes, on installe la gourde de rhum près du siège, et on fonce champignon au plancher sur les routes défoncées, sans regarder sur le côté les cadavres calcinés des véhicules incendiés par les mines ou les roquettes, on pense seulement aux amis, à la famille restée en Europe, au travail qui reste à faire. Une fois arrivé, étonné que rien ne se soit passé, on se dit que, encore une fois, on a eu beaucoup de chance. »

Afin de bien comprendre qui était Joël, je vais essayer de rapporter le plus fidèlement possible les entretiens que nous avons eus lors de mon séjour. Ces explications se sont déroulées à bâtons rompus autour de la table familiale, avec un Joël heureux, épanoui car sa femme Fatima, avec laquelle il était marié depuis cinq ans, mais qui vivait à Managua où elle exerçait son travail de journaliste, ainsi que son fils Oswaldo, né le 19 juillet 1985, l'avaient rejoint à Matagalpa depuis quinze jours, et depuis longtemps Joël n'avait connu une vie familiale aussi remplie. (...)



Joël Fieux avait sa tête mise à prix par les somozistes de la FDN.

Comment est perçu le Front par la population ?

Joël Fieux — Le problème est différent ici d'en Europe parce que les gens ayant une formation politique sont peu nombreux au Nicaragua. Ceux-ci s'organisent dans le Front avec leurs spécificités. La grande majorité des membres du FSLN n'a aucune « formation politique » autre que la lutte de libération. Un pas en avant c'est bien, mais c'est mieux si on continue à

en faire un autre avec tout le monde.

Les militants sont conscients de la force qu'ils représentent, mais savent aussi qu'ils n'ont pas les possibilités d'avancer comme ils le désireraient, que le futur est devant eux et qu'ils modèlent leurs désirs selon leur volonté. Tu comprends, tu es comme le potier devant son tour, tu as la pâte, le tour, et suivant comment tu t'y prends, tu obtiens ou non un bon ré-

sultat. Si le résultat n'est pas à la hauteur de tes espérances, eh bien tu recommences et recommences encore !

C'est un phénomène typique de la composante politique du Nicaragua et qui ne peut être lié à une situation politique mondiale. L'enthousiasme existe et n'a pas baissé, mais l'énergie du processus révolutionnaire n'est plus seulement l'enthousiasme mais s'appuie sur les réalisations depuis le triomphe et sur les

expectatives de la population. Ce qui a été réalisé ici emmerde l'impérialisme et l'impérialisme c'était Somoza. Le détruire a été quelque chose de génial. Maintenant l'agression menace et c'est quelque chose d'horrible ! Horreur devant l'agression. Les camarades y trouvent l'énergie pour ne pas hésiter.

C'est une énergie vertigineuse et les gens qui en sont les tristes privilégiés sont ceux qui vivent dans une situation de guerre. Ce sont les paysans du Nord, qui ne bougeront pas, car ils bénéficient de tout le processus révolutionnaire (maison, terre, école, santé, etc.) et ils possèdent des armes pour se défendre.

Les armes au peuple, c'est une réalité ?

J. F. — Cette réalité, tu peux la voir à l'œuvre tous les jours. Les gens sont capables de se défendre et la spécialisation de l'armée n'empêche pas la détermination de la population à se défendre.

Par exemple Yale. C'est un *reasantamiento* sur la route de Bocay qui a été attaqué trois fois par la contra. Il comprend quatre-vingt-cinq maisons. La dernière fois, la contra a envoyé pour le raser huit cents à mille *bestias*. Les quinze miliciens se sont fait tuer sur place, la contra n'a pu brûler que dix maisons. Dès le lendemain, les paysans, après avoir enterré leurs morts, se mettaient à reconstruire, parce qu'ils savent pourquoi ils se battent. Ce ne peut pas être pire qu'avant le triomphe : maintenant ils ont leur terre, leur maison, ils peuvent cultiver, s'exprimer. C'est ridicule de dire que ces paysans sont inféodés à Moscou ou à Pékin, c'est le phénomène social majoritaire au Nicaragua.

Les paysans résistent uniquement à cause des avantages matériels acquis grâce à la révolution ?

J. F. — La réponse que je vais te faire va te paraître désuète à nos yeux d'Européens. Les paysans résistent aussi parce que la révolution leur a donné la dignité, la

dignité d'être humain, de pouvoir s'exprimer et être écouté, la possibilité de défendre ce que l'on fait, passer la tête haute dans le village et être reconnu (« C'est un tel, membre de telle coopérative. »). Même si un paquet de copains se font tuer, ils ont l'espérance et avant le triomphe, ils n'avaient aucun espoir.

C'est l'espérance qui leur donne la force et c'est ce qu'il y a de plus rare en Europe. La dignité, l'espérance, l'orgueil d'être considéré comme être humain, un *compañero*, un *hermano*, comment veux-tu expliquer cela en Europe, ce sont des choses senties, c'est au fond même du peuple paysan du nord du Nicaragua et c'est difficile à expliquer à des gens qui n'ont pas vécu la même situation.



Manifestation des internationalistes travaillant au Nicaragua après l'assassinat du médecin français Pierre Grosjean par la contra.

□ Actuellement, ici, quel est le plus gros problème ?

J. F. — Le plus gros problème est celui de l'agression, car la guerre menée contre le peuple du Nicaragua vise à le détruire économiquement, moralement

et physiquement. Malgré la pénurie que cela crée, si on arrive à reconstruire les coopératives détruites, il est impossible de remplacer les hommes. Sur 150 cadres de la région de Matagalpa, 147 sont morts assassinés [Joël sera le 148^e].

□ Et pour toi personnellement, quelle est ta plus grande joie ?

J. F. — Mon fils Oswaldo, né le 19 juillet 1985, et Fatima mon épouse qui m'a rejoint à Matagalpa depuis quinze jours et avec laquelle

je vivais éloigné depuis cinq ans. Une autre grande joie est la venue de ma mère, en juillet, avec une brigade de solidarité, il y a si longtemps que je ne l'avais vue...

□ Ta plus grande peine ?

J. F. — Les copains qui disparaissent dans la tourmente de la guerre, ceux qui partent et que l'on estime. Aussi la peine de n'avoir pu bénéficier de l'amnistie en 1982 (suite à mon insoumission à cause de la pape-rasserie accumulée par l'ambassade de France qui n'a pas jugé opportun de me prévenir en temps utile de cette possibilité d'amnistie). Après je n'ai pas eu, ni le temps, ni le loisir de faire appel, mais maintenant cela me gêne car j'aurais tellement aimé rentrer en France, pour un séjour dans

ma famille, voir les copains lyonnais, accompagné de Fatima et de Oswaldo, officiellement, sans être obligé de me cacher.

□ Ta crainte la plus importante ?

J. F. — Je ne crains pas l'effondrement de la révolution populaire sandiniste, car il est impossible. Ce que je crains, c'est de ne pouvoir assister à son couronnement. Je crains de mourir stupidement au détour d'un chemin, en sautant sur la mine posée par les mercenaires sur la route de Jinotega.

Joël, tu vis dans notre cœur, au travers de la solidarité internationale.

Daniel Joël
Brigades de solidarité
avec le Nicaragua

HOMMAGE A UN INTERNATIONALISTE

Joël Fieux avait choisi son combat. Il avait mis ses compétences dans le domaine de l'imprimerie et des communications au service de la population. Les protégés de Reagan le lui ont fait payer de sa vie.

Joël Fieux était arrivé au Nicaragua en 1980. Militant anti-impérialiste et anticolonialiste en France, insoumis, il travaillait dans le domaine de l'imprimerie et des communications dans la région de Matagalpa, avec le FSLN. Par son travail, il avait contribué à rompre l'isolement séculaire des hameaux et coopératives de

la région VI, en formant des paysans aux techniques de la communication et en mettant sur pied un réseau d'impression régional au service des différentes activités de masse.

Naturalisé nicaraguayen depuis quelques mois, Joël avait continué de militer activement pour la solidarité, faisant le lien avec les comités français et euro-

péens dans les recherches de financement pour des projets de développement.

La contra et Reagan ne pardonnent pas cela... La radio des somozistes de la FDN l'avait menacé depuis longtemps et mis sa tête à prix. Mais Joël continuait à se déplacer, avec les moyens du bord, sans escorte dans toute la zone, pour arriver aux communautés paysannes les plus reculées. C'est dans le cadre de ce travail qu'il était parti avec Ivan Leyvraz et Bernd Koberstein, le 28 juillet, quand la contra leur a tendu une embuscade sur la route de Jinotega ; deux autres Nicaraguayens sont morts avec eux.

Cet acte de barbarie a secoué la solidarité dans toute l'Europe. Les milliers d'internationalistes qui se trouvent en ce moment au Nicaragua (brigadistes et travailleurs volontaires) ont organisé une manifestation devant l'ambassade des Etats-Unis à Managua et participé, auprès du peuple de Matagalpa et de la mère de Joël (partie en brigade) aux funérailles.

Dans les mêmes jours, des manifestations avaient lieu à Fribourg, à Berne et dans le Jura à l'appel des comités de solidarité français, allemands et suisses, près de trois milles personnes y ont participé. Une

nombreuse délégation française était présente.

Le PCF, certaines organisations du mouvement ouvrier, la FEN et le SNI ont rapidement réagi à l'appel des comités de solidarité et de France-Amérique latine.

La famille de Joël, avec une opiniâtreté exemplaire continue la bataille. Des initiatives sont prévues vis-à-vis du gouvernement français. En effet, celui-ci ne s'est pas prononcé sur la mort de Joël : « on ne sait plus s'il avait conservé sa nationalité française » paraît-il... mais les propos de Chirac au sujet de la

« chasse gardée de ses alliés » — les Etats-Unis —, ainsi que la réduction de l'aide alimentaire prévue pour le Nicaragua, ne trompent personne... La solidarité doit encore une fois relever ce défi, c'est elle que vise Reagan par ces assassinats, comme il l'avait déjà fait en assassinant le médecin P. Grosjean en 1983, tendant une embuscade à une brigade française et blessant notre camarade Catherine Vincent, en massacrant et séquestrant de nombreux coopérateurs, notamment de RFA, il y a quelques semaines.

Le « crime » de ces internationalistes : être des « terroristes » parce qu'ils aidaient à la reconstruction du Nicaragua.

Le but de ces actes de barbarie : éliminer toute présence internationaliste de solidarité dans ce pays, isoler le Nicaragua et étouffer par la terreur la solidarité.

Notre riposte doit continuer et élargir le travail de solidarité avec la Révolution populaire sandiniste, continuer de témoigner par la présence de brigades de travail, mobiliser toutes les forces pour dénoncer les agressions impérialistes.

La LCR, engagée depuis le début auprès du peuple du Nicaragua, tient à témoigner sa solidarité à la famille de Joël Fieux, à sa compagne Fatima et à son fils, ainsi qu'à tous les internationalistes qui continuent de lutter au Nicaragua.

Cécilia Garmendia

ASSASSINE PAR ORDRE DE REAGAN

« La seule alternative pour les combattants de la liberté est de prendre le pouvoir, si le gouvernement du Nicaragua n'accepte pas l'accord négocié avec la contra », a déclaré Reagan à un journal mexicain, après le vote final des crédits nord-américains pour les forces contre-révolutionnaires. Trois volontaires européens venaient de mourir, assassinés dans une embuscade, le 28 juillet dans le nord du Nicaragua. Parmi eux, le militant anti-impérialiste d'origine française, Joël Fieux, technicien de télécommunications au comité régional du FSLN de Matagalpa.

Cinq coopérateurs européens sont morts assassinés entre 1979 et 1985 ; on en compte six pour l'année 1986...

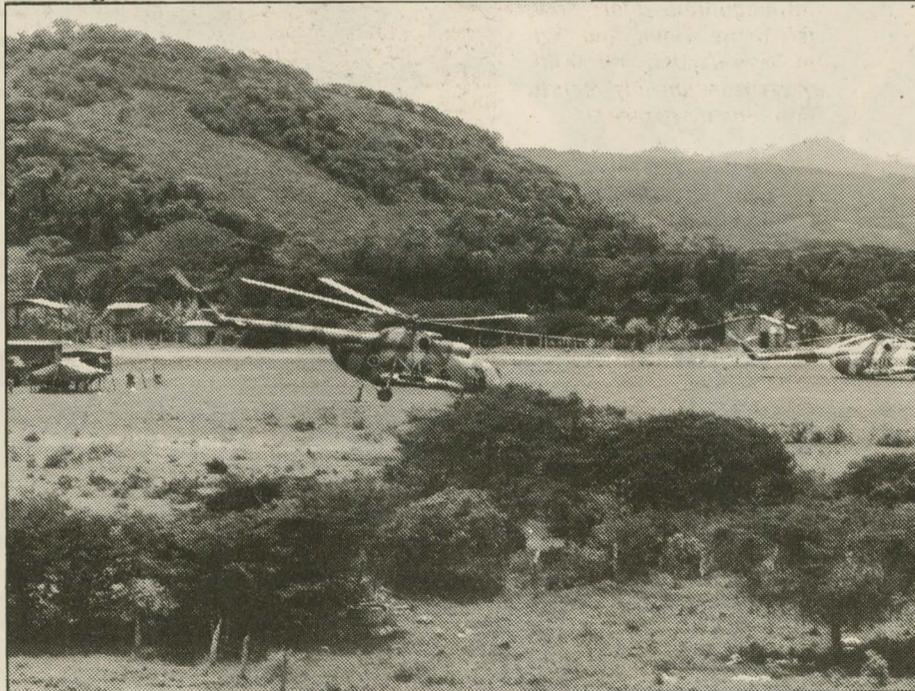
Quatorze autres ont été séquestrés.

Sans oublier les quatre mille Nicaraguayens assassinés en sept ans de révolution, les quatre mille cinq cents séquestrés qui ne sont jamais revenus, les six cents orphelins de guerre et les trente mille paysans déplacés par les effets de la guerre dans le nord et le sud du pays.

L'agression en termes de coût économique (destructions, pertes en exportation, pertes de produits de consommation interne, déficit fiscal, blocus) représentait 2 772,5 millions de dollars début 1986... plus de sept fois la valeur des exportations annuelles nicaraguayennes.

Des chiffres et des faits à ne pas oublier quand on parle du Nicaragua.

La sale guerre de Reagan est de plus en plus meurtrière.



La politique internationale de planning familial n'est pas sans ambiguïté. Un livre récent de Germaine Greer met en lumière un aspect peu connu de la politique impérialiste.

Dès avant la Première Guerre mondiale, s'inspirant à mauvais escient des thèses de Darwin, certains « savants » anglais vont s'inquiéter du taux élevé de croissance des pauvres, risquant d'entraîner une dégénérescence de la race britannique. L'excès de fécondité et l'appétit sexuel des habitants des quartiers des grands centres industriels, c'est-à-dire des espèces inférieures, doivent être contrôlés. Et l'on résoudra ainsi la question sociale car la pauvreté, le manque d'éducation, le chômage se transmettent... par l'hérédité.

En 1907, une loi sur la stérilisation obligatoire des arriérés mentaux est votée dans l'Etat de l'Indiana, aux Etats-Unis. Des organisations militent pour la stérilisation des personnes incarcérées, des vagabonds, etc. Ce programme prendra sa forme achevée en 1933 avec

l'eugénisme nazi. Les anciens eugénistes avaient pour objectif les pauvres et les déclassés de leur pays ; après la Seconde Guerre mondiale, leur démarche va rester la même, mais sera dirigée vers les peuples du tiers monde, qui menaceraient de submerger la race blanche et l'Occident.

De l'eugénisme à la politique de planning ?

C'est à la dénonciation de cette politique que Germaine Greer consacre un livre, *Sexe et destinée* (Fayard) ; et elle bouleverse notre compréhension de la politique internationale de planning familial. « *Ceux qui vivent dans des conditions sordides (les pauvres), qui sont ignorants (les analphabètes), et qui ont des enfants élevés avec difficulté*

(c'est-à-dire mal nourris, mal vêtus, maladiés et peu instruits), ne devraient pas être parents ; ils sont parents par ignorance et passivité, et mettent au monde des enfants non désirés. »

Le bilan que dresse Germaine Greer est terrifiant. La politique internationale de planning familial, financée par les pays les plus riches et par des institutions privées très désintéressées (comme la Banque mondiale, les fondations Ford ou Rockefeller, Dupont-Chemical — le plus gros trust de la pharmacie —, la Chase Manhattan Bank), a été un des instruments pour détruire les sociétés des pays pauvres et leurs formes d'organisation précapitalistes.

L'historique que fait l'auteur de la contraception montre qu'on a imposé aux femmes et aux hommes du tiers monde les méthodes qui permettaient aux labora-

toires pharmaceutiques de réaliser le maximum de profit sans aucun souci de leur santé et de leur droit de choisir. Les contraceptifs oraux ont été fortement dosés alors que dans ces pays la majorité des femmes sont malnutries (ce surdosage avait souvent pour objectif de compenser une éventuelle irrégularité de prise) ; la pose de stérilets (le fameux DIU) a pu provoquer des effets secondaires que l'absence d'infrastructure sanitaire sur le modèle occidental ne permettait pas de soigner, comme les complications chirurgicales des vasectomies chez les hommes ou des autres opérations pratiquées sur les femmes (ligatures des trompes par exemple) risquaient d'entraîner la mort dans des pays sous-développés, donc sous-équipés.

Pour mieux contrôler la natalité, les laboratoires ont développé des contraceptifs injectables comme le Depo Provera dont les effets secondaires n'ont pas fait l'objet d'études suffisantes (notamment sur les conséquences du passage du médicament dans le lait maternel en cas d'allaitement des nourrissons).

L'argument avancé (les grossesses à répétition mettent en danger la vie des femmes du tiers monde) est aujourd'hui remis en cause par des travaux réalisés en Inde ou au Nigeria. C'est la malnutrition qui représente la principale cause de mortalité et de maladie des femmes dans les pays pauvres. La grossesse peut seulement précipiter un décès chez des femmes atteintes d'affections majeures, quel que soit le nombre d'enfants qu'elles ont déjà eus. La politique internationale de planning familial ne peut en aucun cas réduire les taux de mortalité féminine.

Comme l'écrivent le médecin nigérian K. A. Harrison et C. K. Rossiter, spécialiste anglais des maladies tropicales : « *Le taux élevé de la mortalité maternelle a ses racines dans le sous-développement et l'analphabétisme de masse. Si l'on cherche à faire baisser de manière significative ce taux, il faut d'abord s'attaquer aux conditions sociales qui perpétuent le sous-développement, le plus important étant d'éradiquer l'analphabétisme en mettant en place un système d'enseignement. Dans le même temps, il faudrait poser les fondations d'un service de santé dont le rôle serait à la fois la prévention et le traitement rapide des principales cause de la mortalité maternelle, c'est-à-dire, dans des régions comme le nord du Nigeria, les infections microbiennes, l'anémie grave, l'éclampsie,*

les hémorragies et les accouchements difficiles. » (The Lancet du 21 juin 1986.)

Pourquoi des enfants ?

Germaine Greer rapporte le témoignage de ces médecins occidentaux venus apprendre aux Indiennes à faire moins d'enfants. Dans les cliniques qu'ils ouvraient, toutes les femmes venant consulter spontanément voulaient voir le tout-puissant médecin étranger pour qu'il soigne... leur stérilité. Mais rien n'est prévu pour les femmes du tiers monde qui ne peuvent pas avoir d'enfants car il n'est pas question de leur donner le droit de choisir, si ce droit ne va pas dans le sens des politiques des gouvernements pro-impérialistes.

Dans des pays sans système de protection sociale, sans retraite, ne pas avoir d'enfants c'est, pour les plus défavorisés, se préparer à une fin de vie misérable. Et si on meurt de faim dans le tiers monde, ce n'est pas parce qu'il y a trop d'enfants mais parce que la question sociale n'a pas été résolue. Prêcher le contrôle des naissances dans de telles conditions n'est pas sans ambiguïté.

La destruction de la famille signifie alors rendre les individus plus vulnérables à des formes insidieuses et dégradantes de contrôle : celles du capital. Méfions-nous en exportant un modèle de libération, à l'américaine, d'être les pourvoyeurs du capitalisme dans une nouvelle ruse de l'histoire.

En Occident, la mise en place d'une famille restreinte s'accompagne d'un côté de l'exclusion des personnes âgées, et de l'autre du déclin du désir d'enfant. Le monde blanc n'est-il pas condamné à devenir une tribu minoritaire luttant pour sa survie dans un monde bouleversé ? Germaine Greer fait ce rêve bien sympathique et sa conclusion vaut d'être écoutée : « *Ne gaspillons pas notre énergie à nous angosser pour un monde bourré d'individus et à compter les bébés qui naissent chaque minute (un sur cinq étant chinois, et presque tous étrangers), et utilisons notre imagination pour comprendre les causes de la pauvreté et de sa persistance. Regardons-la de près, pour faire cesser notre phobie des pauvres. (...) Plutôt que de craindre les faibles, ayons peur des nations puissantes et stériles qui, à l'Est comme à l'Ouest, n'ont plus de rôle d'avenir.* »

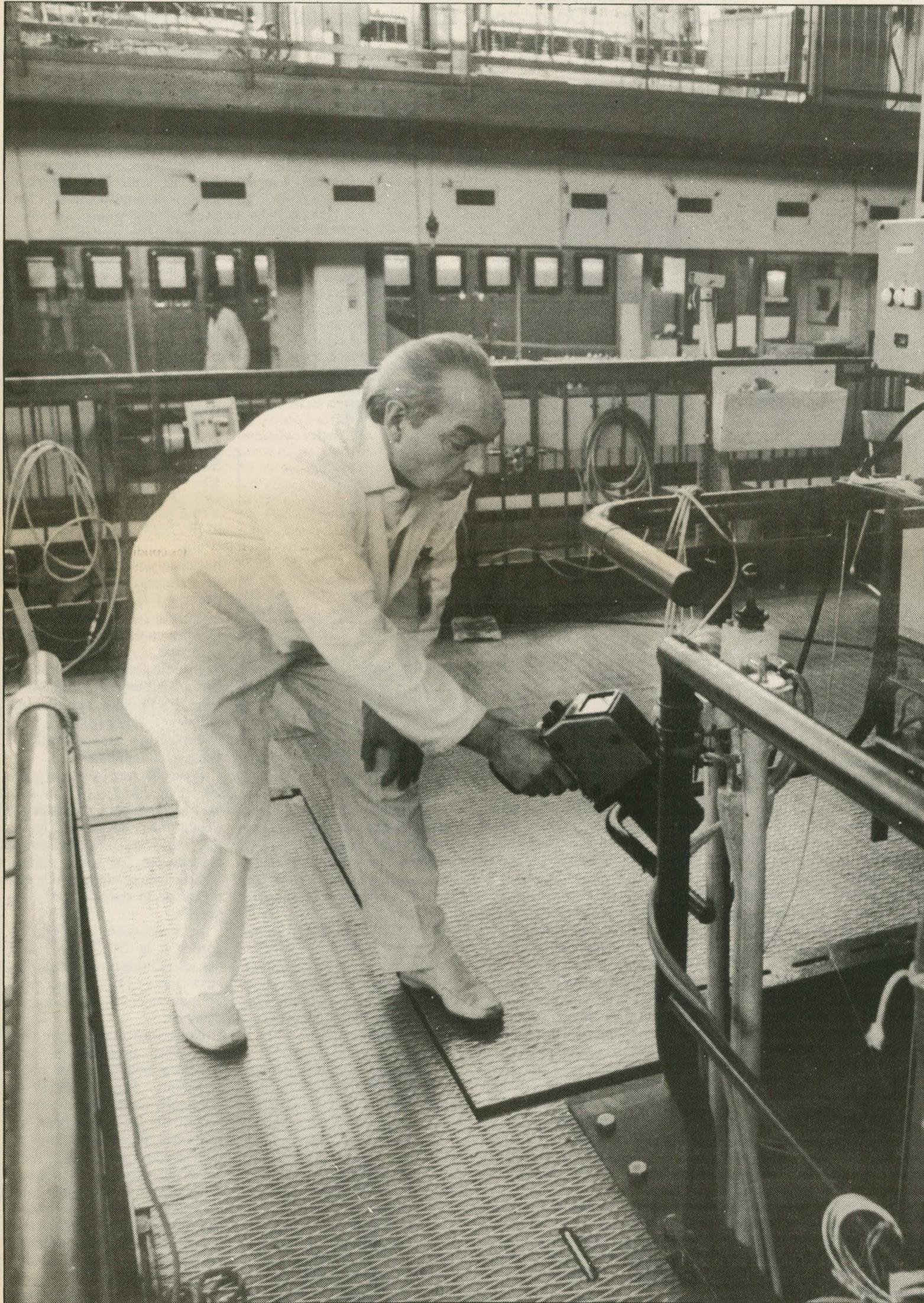
Philippe Andréa

LE DERNIER SOURIRE DE L'HOMME BLANC

Les méthodes de contraception imposées dans le tiers monde ont permis aux laboratoires pharmaceutiques de réaliser le maximum de profit.



Le silence nucléaire



Chaque journée amène son lot de révélations sur Tchernobyl. Ainsi, un feu se serait déclaré au cœur de la centrale après le drame. La catastrophe aurait pour origine une série de négligences des techniciens soviétiques au cours d'expériences. Et à chaque fois, un technicien supérieur d'EDF dit et redit qu'en France tout cela n'aurait pas été possible... « Nos » centrales ne sont pas conçues comme « celles » des Soviétiques. « Nos » techniciens sont bien meilleurs.

☆☆

N'en déplaise à l'EDF, au CEA et autres officines du nucléaire, « nos » centrales ne sont pas exemptes d'erreurs. Tchernobyl a permis au moins de savoir cela. Le mur du silence est partiellement brisé. Et les médias ne se privent pas d'un retour en arrière sur les accidents nucléaires, bien français ceux-là. Bugey a connu une fuite ; cinq ouvriers de La Hague ont été irradiés ; et la future centrale de Nogent-sur-Marne s'affaisse doucement mais sûrement, etc. L'évidence perce : l'industrie nucléaire, en l'état actuel de nos connaissances, n'est pas contrôlable à cent pour cent.

☆☆

Dernièrement, l'inondation du sous-sol de la centrale nucléaire de Cattenom n'est pas là pour nous rassurer. Samedi 23 août, une ronde a découvert l'eau. La salle de contrôle, elle, n'avait rien repéré. Les responsables disent en ignorer les causes. Heureusement aussi que cette centrale n'était pas encore en service. D'autant que ce système s'avère indispensable au refroidissement de plusieurs circuits primaires. Si ceux-ci tombent en panne, cela peut conduire à une fonte du cœur.

☆☆

Face à une rapide prise de conscience de ces dangers, comme on l'a vu en Bretagne, la meilleure des tranquillités pour les tenants du lobby nucléaire français est encore le silence. Il est obtenu en faisant passer des services de recherche du CEA sur le nucléaire civil sous « habilitation DST ». Il est aussi obtenu en cachant les avis, normalement publics, pour demander l'ouverture d'une mine d'uranium. C'est aussi faire taire les travailleurs du nucléaire sur leurs conditions de travail.

Une Madeleine radieuse

□ De notre correspondant

Le premier maillon de la chaîne infernale du nucléaire, c'est l'extraction du minerai. Les mines du Limousin s'épuisent ; le minerai du Niger et de Namibie ne pourra pas éternellement être exploité en toute impunité pour assurer cette filière si « française ». Depuis longtemps, le Commissariat à l'énergie atomique a confié à sa filiale à 99,9 %, la COGEMA, le soin de rechercher dans l'Hexagone des mines de repli. Ainsi, une bonne partie du Sud-Ouest est couverte par des permis de recherche sur des milliers de kilomètres carrés (la COGEMA étant en concurrence avec quelques autres PME dans le genre Péchiney).

Des recherches, qui peut être contre des recherches ? Quelques écologistes teigneux, quelques agriculteurs particulièrement méfiants (ou informés de ce qui s'est passé ensuite ailleurs !). Dans un premier temps, on cherche donc : forages, analyses... Les tentatives pour créer un mouvement d'opposition s'épuisent plus rapidement que les gisements.

Le deuxième temps, c'est la demande de concession, ou de « permis d'exploitation ». Là, on devient plus précis : on délimite le périmètre éventuel d'extraction.

Autour d'une usine de premier traitement, la COGEMA veut avoir quelques mines à exploiter. Pour son implantation de Coutras (Gironde), elle a déjà obtenu le permis dit des « Eglisottes », au nord. Cette année, elle demande celui des « landes de Trote », au sud-est de Coutras.

Est-ce à dire que l'usine va être rapidement construite et les mines ouvertes ? Non, ou plutôt personne n'en sait rien. Le permis est demandé et obtenu pour cinquante ans ! Cela permet surtout d'être en position de force pour acheter les terrains (« *Il vaut mieux que vous nous les vendiez, car sinon vous serez obligés de nous les louer...* »).

Bien sûr, un avis a été publié, et une enquête publique ouverte, mais tout est fait pour décourager la curiosité. L'avis lui-même, d'abord : lettres minuscules et langage de géomètre. Il doit paraître dans deux journaux du département. Pour la demande en cours, il est paru dans *Sud-Ouest* le 8 mai (jour doublement férié où les ventes s'établissent au plus bas niveau), et dans *la Dordogne libre* qui n'est

Sans coup férir, la COGEMA va-t-elle obtenir un deuxième permis d'exploitation ou concession de mines d'uranium près de Coutras, à la limite de la Gironde et de la Dordogne ? Et Dieu, directement concerné, le sait-il ?



Un lieu de pèlerinage radioactif ?

pas diffusé dans le secteur concerné par la mine !

La consultation du dossier ensuite : le préfet peut, s'il l'estime opportun, déposer un double du dossier à la sous-préfecture et dans les mairies des chefs-lieux de canton (décret du 11 mars 1980). Il ne l'a pas jugé opportun. Le dossier n'était donc consultable qu'à la préfecture (à plus de soixante kilomètres du lieu) et aux heures d'ouverture des bureaux au public. Quand on n'est pas retraité ou chômeur, il vaut mieux avoir des horaires flexibles !

Le dossier lui-même, enfin : outre les données juridiques sur la COGEMA (on y apprend ainsi que les trois présidents d'honneur de la COGEMA sont André Giraud, ministre de la Défense, Georges Besse, PDG de Renault, et Michel Pecqueur, président du CEA — la domination des polytechniciens du corps des Mines sur la filière nucléaire française est bien assu-

rée), on y trouve une simple notice d'impact, rédigée par un bureau d'études choisi et payé par la COGEMA.

Est renvoyée à plus tard, au moment de la troisième étape, la déclaration préalable à l'ouverture effective des travaux, une « véritable » étude d'impact. Notices comme études ne font l'objet d'aucune procédure contradictoire, et aucune commission n'est mise en place, comme le font remarquer régulièrement les organisations écologistes, en particulier les Amis de la Terre.

Le vide du dossier est donc revendiqué par ses auteurs :

« *Au niveau du dossier de demande de concession, il n'est pas possible d'évaluer avec précision les impacts liés à l'exploitation et les travaux miniers (...).* »

« *Les conséquences éventuelles de prises d'eau et de rejets dans la rivière ne pourront être précisées qu'après une étude hydraulique et hydrobiologique assez fine (...).* »

« *Compte tenu de l'état d'avancement des travaux de recherche qui ne permettent pas d'estimer la dimension de la mine, il n'est pas possible de donner des valeurs d'impact radioactif (...).* »

Bien sûr, le bureau d'études ECOPOL, payé par la COGEMA, se porte garant du sérieux et de la compétence de son commanditaire, qui a les moyens et la volonté de contrôler, surveiller, réparer...

Le dossier se permet, de plus, quelques entourloupes. Ainsi, il y est précisé que « *l'élargissement de la RN 89 permettra de supporter le trafic créé par l'exploitation minière* ». Mais il n'est pas prévu de faire de l'élargissement de ladite route nationale un préalable.

Ainsi, quand on connaît les effets désertifiants des mines d'uranium (par exemple en Limousin), on est effaré du cynisme des auteurs concernant

l'agriculture : « *La réorganisation du parcellaire, ou remembrement, permettra également la modernisation de l'agriculture, qui conduira au développement d'activités aujourd'hui secondaires.* »

Mais la COGEMA, nous en sommes certains, ne délimite pas ses demandes en fonction du seul sous-sol : elle regarde attentivement ce qui se passe en surface. Et pour les « landes de Trote » comme pour les « Eglisottes », elle trouve un terrain favorable. Le secteur est plutôt déserté par les paysans, souvent âgés ; les propriétaires sont plutôt vendeurs ; c'est le résultat de l'exode rural près d'une zone fortement urbanisée et industrialisée (de Coutras à Bordeaux), même si maintenant la crise... La COGEMA ne projette aucune mine dans le Saint-Emilion tout proche.

Et la COGEMA sait y faire : quand elle achète un terrain, elle en laisse souvent la jouissance gratuite à son ancien propriétaire aussi longtemps qu'elle n'en a pas besoin !

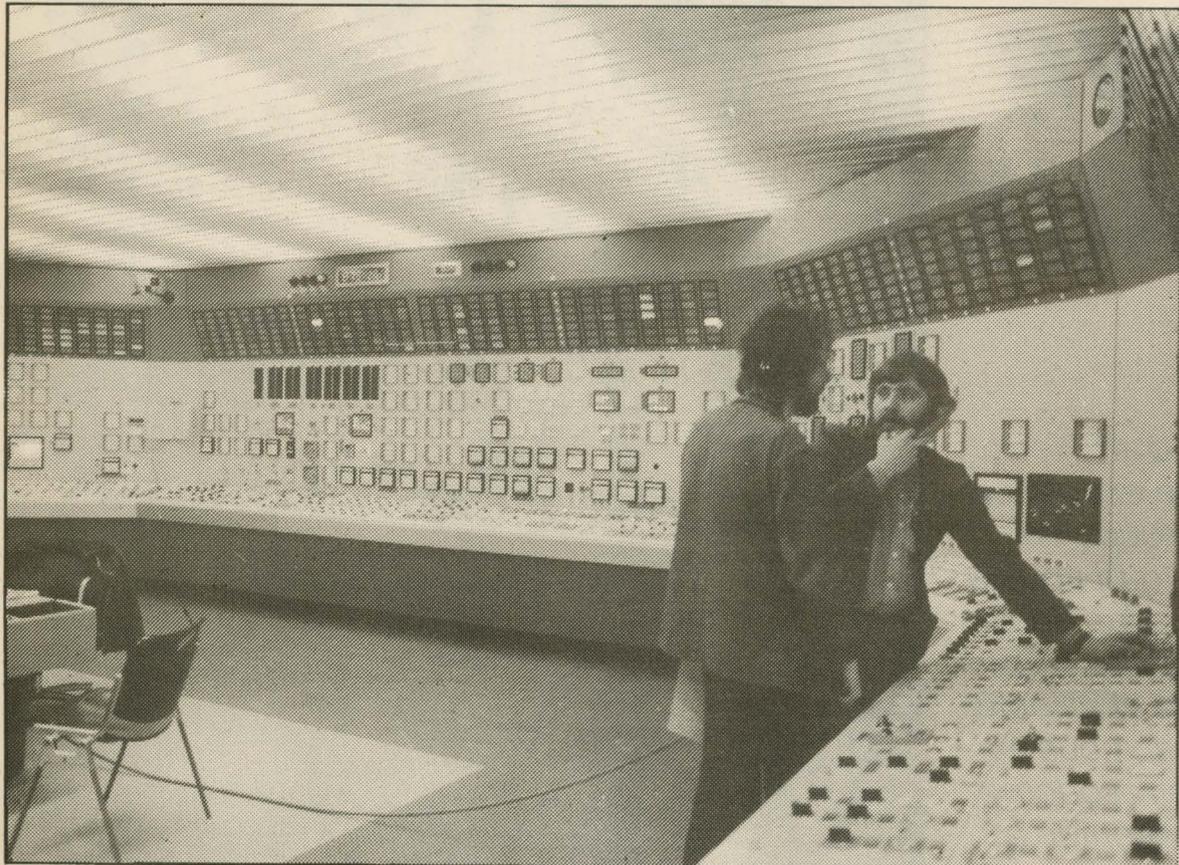
En consultant, quarante-huit heures avant la clôture de l'enquête, le dossier à la préfecture de Périgueux, j'y ai cependant découvert la faille qui pourrait — qui sait ? — contrarier le projet : la notice signale que le périmètre revendiqué inclut l'église de Gours (XI^e siècle) et surtout la chapelle de la Madeleine des Brandes, lieu d'un pèlerinage multi-séculaire en l'honneur de Marie-Madeleine, pécheresse repentie !

L'évêché, que j'ai alerté aussitôt, n'en savait rien : la COGEMA comme la préfecture s'étant bien gardées de lui en dire mot. *Sud-Ouest*, également prévenu par nos soins, publiait un article assez complet... le jour même de la fermeture de l'enquête.

La concession sera-t-elle accordée à la COGEMA ? avec des restrictions pour protéger les lieux saints ? Dieu suppléera-t-il un mouvement de masse encore défaillant ?

Nous vous tiendrons au courant. Mais en attendant, deux questions pour conclure provisoirement : Maurice Barrès disait qu'il y a des lieux où souffle l'esprit. Y a-t-il des lieux qui rayonnent plus que d'autres au point d'attirer les pèlerins ? Imaginez un instant qu'en Pologne l'Etat décide d'ouvrir une mine sur les lieux mêmes d'un pèlerinage, sans prévenir l'épiscopat et Jean Polski. Quelle campagne de presse aurions-nous en France sur le sujet ?

R. Devaneuse



Une salle de contrôle qui ne peut suffire à tout contrôler.

Les premiers concernés

Le règlement n'est parfois pas suivi à la lettre dans les centrales nucléaires françaises. Rentabilité oblige ! Les économies de bouts de chandelle font les futures catastrophes...

Il y a aujourd'hui des connaissances et des compétences bien avancées pour permettre — si la volonté politique existait — de dominer de nombreux dangers inhérents au nucléaire : rayonnements et substances radioactives, stockage des déchets, et surtout d'assurer la protection des travailleurs du nucléaire.

Il n'en reste pas moins qu'il y a encore des progrès à faire, des négligences à signaler. Si la construction et le principe de fonctionnement d'une centrale nucléaire l'empêche de se transformer en « bombe », des conditions accidentelles peuvent amener des dégâts, des catastrophes, comparables ou plus importants que d'autres accidents industriels tels que Tchernobyl ou Seveso.

La filialisation du secteur des productions du CEA dite COGEMA (mines d'uranium, fabrication du combustible, ingénierie des réacteurs, retraitement des combustibles, stockage des déchets, transports des matériaux radioactifs), décision gouvernementale, était destinée, il y a dix ans, à faciliter le contrôle et l'appropriation des profits par les sociétés multinationales. A

cette occasion, la lutte des travailleurs du secteur a imposé jusqu'ici un maintien sous capitaux d'Etat et une relative amélioration des conditions de travail.

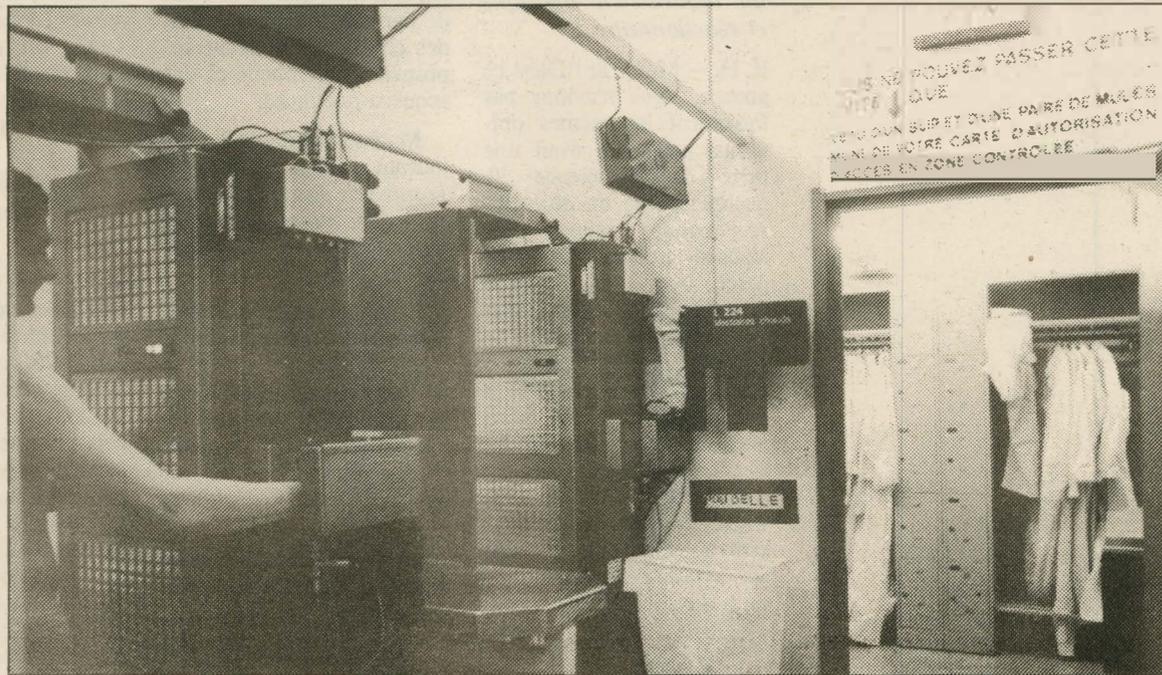
Le travail sous rayonnement nécessite de procéder méthodiquement, sans précipitation, sans l'unique souci de la rentabilité commerciale. Suite aux réductions de crédits et d'effectifs, l'entretien préventif s'est limité au dépannage. Le rôle du service de protection contre les radiations s'est modifié. Autrefois, les agents de ces services étaient présents dans chaque atelier ou laboratoire, ils surveillaient en permanence les opérations, s'assuraient des dispositifs de protection, des méthodes et des gestes de travail entraînant l'irradiation la plus faible. Toute contamination était immédiatement détectée et éliminée.

Cette présence constante empêchait les négligences pour accélérer la production et la « sous-estimation » des enregistreurs de doses. Le rôle de ces agents était compris et apprécié. Il était perçu comme assistance et conseil destinés à préserver la santé. Le remplacement par un

contrôle à distance tend aujourd'hui à limiter ce rôle à la simple constatation des nuisances et à la détermination des mesures d'urgence... après coup.

La réglementation exclut du travail sous rayonnement les personnes atteignant la « dose maximale admissible » d'exposition aux rayonnements. C'est

Ces mesures de sécurité ne sont pas toujours respectées.



Le secret contre la sécurité

Il y a sécurité et sécurité. La première sécurité est celle de nos gouvernants : pouvoir dormir tranquillement sans crainte de révélations tonitruantes. Et il y a aussi la sécurité de la population qui s'accommode mal du secret. Déjà, pendant le drame de Tchernobyl, la France s'est fait connaître dans l'Europe entière pour le manque d'informations : il a fallu attendre deux semaines pour savoir qu'un nuage radioactif avait traversé le pays.

La direction du CEA vient de trouver une nouvelle parade : le passage sous « habilitation DST » d'activités civi-

les du nucléaire. Les travaux de service, de plus en plus nombreux, du CEA, sont cachés derrière un rideau de fumée supplémentaire. Le nucléaire civil devient donc secret d'Etat.

On peut aussi s'interroger sur l'impartialité de la DST à l'égard des orientations syndicales ou politiques des travailleurs du CEA puisque la détermination des critères d'embauche lui est transférée.

Les citoyens peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Soyons sûrs que la DST observera les normes de sécurité !

une précaution destinée à préserver la santé des travailleurs. La moyenne d'exposition en condition normale est nettement inférieure.

Mais pour les travaux d'entretien ou de réparation à exécuter dans des ambiances très radioactives, le CEA comme l'EDF font appel à du personnel extérieur aux installations, fourni par des loueurs de main-d'œuvre. Récemment, à La Hague, des intérimaires exécutant des travaux de plomberie ont été ainsi fortement irradiés.

Ce personnel ne bénéficie pas des garanties sociales et sanitaires du CEA et de l'EDF. Il peut atteindre en quelques heures ou quelques semaines les doses maximales admissibles. Il est alors remis à disposition de l'employeur. Ce personnel est fréquemment reclassé — quand il l'est — dans des travaux pénibles ou insalubres (industries chimiques) où les nouvelles nuisances peuvent se cumuler avec l'irradiation, amenant à un risque plus du tout admissible...

Les travailleurs intérimaires sont en général insuffisamment informés et formés par rapport

aux travaux à effectuer en milieu radioactif. Il en résulte des irradiations supplémentaires qui pourraient être diminuées si les agents de radioprotection étaient en nombre suffisant. Il arrive même que ce soient des employés d'entreprises extérieures ne disposant pas de l'indépendance nécessaire à leur fonction qui s'occupent de la radioprotection.

L'exclusion des travaux sous rayonnement entraîne une perte de salaire, voire d'emploi, et il arrive donc que certains intéressés, encouragés parfois par l'encadrement, « oublient » de porter leurs dosimètres individuels.

C'est cette diminution des effectifs de radioprotection qui a amené les incidents et les accidents à se multiplier. Le corporatisme a été préféré à la compétence technique.

La sécurité des populations passe aussi par celle des travailleurs du nucléaire. L'intégration sous statut de tous les travailleurs amenés à intervenir pour entretien ou réparation en ambiance radioactive est le premier pas dans ce sens. On en est loin !

Jean-Claude Petit

RETROSPECTIVE DES « NOUVEAUX REALISTES »

En 1960, le critique d'art Pierre Restany organisait une exposition des œuvres d'un groupe de peintres et sculpteurs qu'il appela « nouveaux réalistes ». L'un de ses fondateurs, Raymond Hains (qui exposait avec Dufrène et Villeglé des affiches lacérées), nous en parle, alors qu'une rétrospective est actuellement présentée à Paris.

□ 1960, c'est une date un peu charnière ; c'est la véritable fin de l'après-guerre, et c'est à ce moment-là que vous apparaissez...

Raymond Hains. — Oui, mais pour comprendre cette exposition, intéressante mais insuffisante, il faut remonter à 1945. Villeglé et moi avons fait notre première exposition de photos abstraites hypnagogiques (qui incitent au rêve) en 1948. Et j'ai rencontré Dufrène, qui était avec Maspero, lors d'un récital poétique qu'il donnait en 1947. Plus tard, il participera à l'édition du journal *le Soulèvement de la jeunesse*. J'ai également connu, au café Moineau, l'Internationale lettriste, avec Brau qui écrira après 1968 : « Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi », et Debord qui fonda l'Internationale situationniste.

□ Certains ont dit que le « nouveau réalisme » était un mouvement mystique et réactionnaire.

R. H. — Moi non ! Dans ce groupe, nous n'avions pas forcément les mêmes opinions, mais il y avait une prise de conscience de quelque chose de différent. A l'époque, j'exposais des affiches lacérées, et c'est parce que j'avais besoin d'expliquer ce que c'était que je me suis rapproché de Tinguely qui avait fabriqué une machine à peindre et m'a donné envie de fabriquer des machines mentales. Ce qui m'intéressait, ce n'était pas un retour à la réalité, comme il a été souvent et faussement dit. En fait, le nouveau réalisme, ce sont des abstractions personnifiées ; nous sommes des espèces de personnages emblématiques.

□ Vous utilisiez des matériaux différents. Tinguely la ferraille, César des carcasses de voitures, Spoerri des détritiques ; quant à Armand, il faisait des accumulations d'objets et Christo les emballait. Vous utilisiez des fragments de la réalité urbaine, il n'y avait pas vraiment création. Peut-on alors parler de négation de l'art ?

R. H. — Moi, je voulais être un artiste, un créateur photographique. J'avais lu une phrase dont je m'inspirais : « Les photographes devront utiliser la lumière comme les peintres le pinceau. » L'affiche lacérée, c'est une rencontre au coin de la rue et un coup de foudre, exactement comme en amour. Au lieu de photographier l'affiche, on l'enlève et on l'emène dans sa chambre. Il y a une rencontre providentielle, une dimension mystérieuse et sacrée.

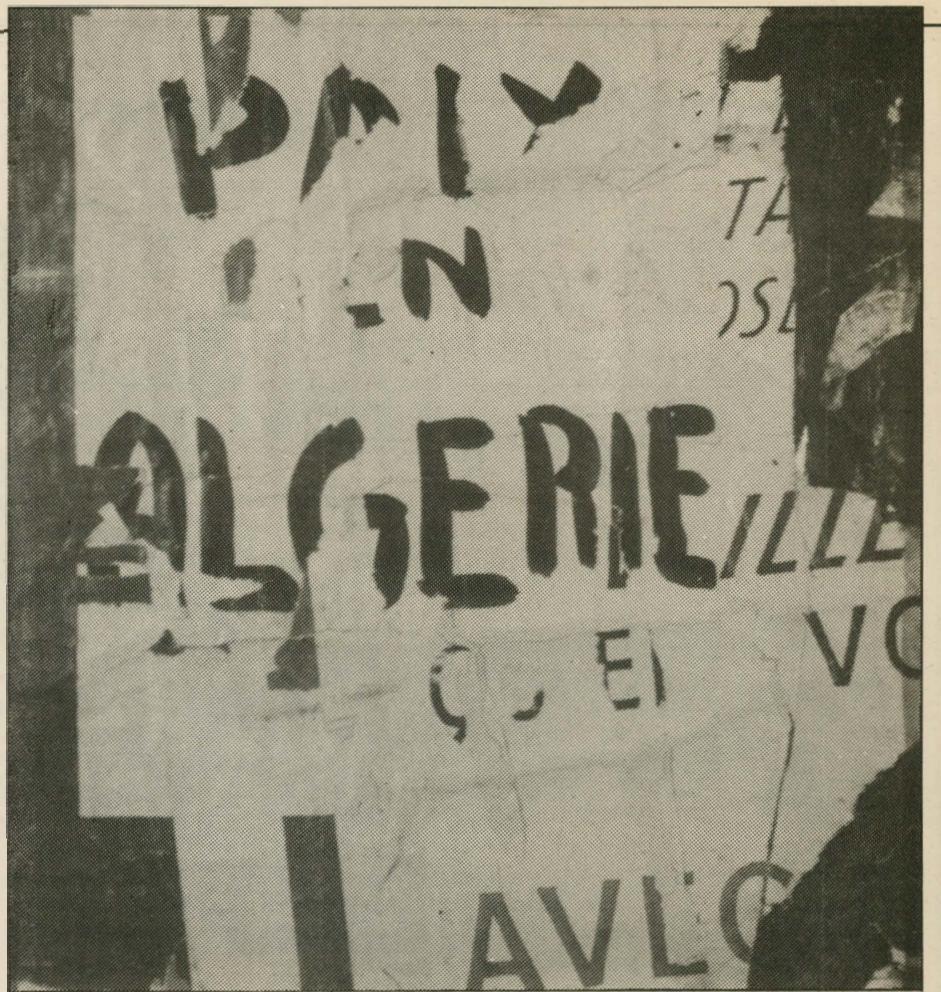
Déjà à Byzance et en Grèce, il y avait des œuvres qui n'étaient pas de la main de l'artiste, mais des objets, des choses, qu'il s'était appropriés. On appelle ça des acquéro-poétiques.

Matisse écrit dans son journal : « Il fait très beau, je suis pris par la couleur, je reste dans mon atelier, je me jette sur elle comme un fauve sur sa proie. »

Les affiches lacérées rappellent les sociétés d'hommes fauves et de ravisseurs qui ont existé en Afrique qui pratiquaient le rapt et l'enlèvement, ce qui évidemment dérangeait les habitudes.

□ Le « nouveau réalisme », cela n'a pas duré longtemps ?

R. H. — En ce qui me concerne, ce n'était pas un



Paix en Algérie. 1956. Raymond Hains.

groupe d'artistes. Restany a fait se rencontrer les Hains et les autres, et cela s'est cristallisé en 1960. « Il y a des groupes de faits et des paquets de relations », disait Lévy-Strauss. On fait des rapprochements, cela ne veut pas dire qu'on a besoin de voir ça comme un groupe. Pourquoi douze artistes et pas cinquante, et pourquoi un critique plutôt que cinquante ?

Je trouve intéressant que quelqu'un se dévoue pour organiser une exposition. C'est ce qu'a fait Restany.

On a dit aussi que ce que nous faisons ramenait à Marcel Duchamp qui a eu une très grande influence sur des artistes américains. Moi, qui suis armoricain, je m'intéressais à lui, mais je le voyais à travers Breton.

□ Te considères-tu en rupture avec Breton et les surréalistes ?

R. H. — J'étais en très bons termes avec Breton. En 1947, on a distribué un tract ensemble pour Garry Davis, le fondateur des « Citoyens du monde ».

□ Comment ressens-tu la rue et tout ce qui s'y passe ?

R. H. — On nous appelle les affichistes, mais les affichistes ce n'est pas nous : ce sont Cassandre, Savignac avec sa vache Monsavon et Toulouse-Lautrec. Moi, je suis un ravisseur d'affiches lacérées par les passants. Je ne suis donc pas non plus un peintre qui utilise le papier d'affiche pour faire des collages ; ma mentalité est différente.

J'ai exposé aussi des palissades recouvertes d'affiches lacérées et cela m'a

amené à devenir un dialecticien des lalissades. Il y a une part de jeu, de comédie, de représentation. Je suis peut-être artiste français au sens de la Comédie française, peut-être autant comédien que peintre. D'ailleurs, suis-je peintre ? A un moment, j'ai pensé que le papier d'affiche pouvait être une dépouille et je me suis débarrassé du Raymond Hains de l'époque. J'ai alors fait le néo-dada emballé avec Christo, dont on a vu le Pont-Neuf emballé.

□ Alors, le « nouveau réalisme », rupture ou continuation ?

R. H. — On est passé de la peinture abstraite figurative à un monde où il y a une nouvelle mythologie. Il est important de savoir si un artiste est bourguignon, français ou américain, mais il n'y a aucune raison de s'enfermer dans les nationalités.

Moi, je suis citoyen du monde, du monde de la peinture, « curiosiste » armoricain d'origine française. Je n'ai pas de raison d'être enfermé dans un groupe ; je suis un malade, ou plutôt un bien-portant du musée imaginaire.

Il y a des œuvres qui sont là et ne devraient pas y être, et puis il y a l'inverse. Ce qui m'intéresse, c'est l'aventure de la vie qui est surréaliste, les associations d'images, de mots, d'idées en tout genre. La belle Hélène aurait pu être une espadrille au lieu d'être une spartiate. Tout ça, c'est le nouveau réalisme, c'est un travail d'archéologue ; n'attachons pas trop d'importance à cette étiquette.

□ On a dit aussi que tu

étais un poète de la rue. C'est vrai ?

R. H. — Je ne sais pas. Peut-être de la rue... ou des restaurants. Qu'est-ce qu'un poète ? Il y a une question très importante : le langage. Propos recueillis par Alexis Violet

Une heure après, Hains déroulait encore sa virtuosité verbale, extravagante et intraduisible. Les mots l'ont peu à peu emporté chez lui sur la production d'objets. Ceux qu'il continuera à produire deviendront des supports de mots, des illustrations de sa propre logique.

En 1961, il avait rassemblé pour une exposition intitulée « La France déchirée » une vingtaine d'affiches ayant trait pour la plupart à la guerre d'Algérie. Il dira de ces affiches, qui ne furent jamais mises en vente : « Elles ont déjà coûté trop cher. »

Dragueur de murs. Recéleur de papier écorché. Paysan de Paris tissant, de ces explosions de couleur qui transpercent la grisaille des villes, les tapisseries de faubourg de la société marchande et politique, il poursuit l'innovation des cubistes qui transformèrent en moyen d'expression picturale n'importe quel élément de notre univers journalier.

Nouveau regardeur, irréductible découvreur de sens cachés, trappeur et traqueur du surréel, chercheur d'or de l'imaginaire, il continue inlassablement sa quête du merveilleux dans le verbe et l'image.

Exposition au Musée d'art moderne de la Ville de Paris jusqu'au 7 septembre.

SUR LA TRACE D'UN ECRIVAIN

« Entre Marx et une femme nue », de Jorge-Enrique Adoum

Longtemps la littérature d'Amérique du Sud fut argentine, chilienne, colombienne, mexicaine, brésilienne ou, plus localement, elle demeurait chez quelques Grands : Asturias (Guatemala), Carpentier (Cuba), Neruda (Chili). Et Borges, mais c'est un peu une autre histoire. Plus lente a été la reconnaissance d'auteurs comme le Péruvien Vargas Llosa (Philippe Andréa parlait dans *Rouge* du 17 avril de *Histoire de Maya*), l'Uruguayen Eduardo Galeano et son bouleversant *les Veines ouvertes de l'Amérique latine*¹, son étincelante trilogie de la *Mémoire du feu* (seuls les deux premiers tomes sont parus : *les Naissances et les Visages et les Masques*) et plus récemment l'Équatorien Jorge-Enrique Adoum et son « roman » *Entre Marx et une femme nue*.

Il est un peu artificiel de rassembler en quelques formules le génie particulier d'une littérature qui concerne tout un continent. Pourtant on peut avancer que le roman sud-américain

se distingue, chez les meilleurs, par son attirance pour le morbide, par le fantastique social et les spirales hallucinantes qu'ouvre à la critique politique le travail « révolutionnaire » de l'écrivain. Le grand roman sud-américain c'est toujours un peu *Guernica*.

Entre Marx et une femme nue, c'est un peu tout cela à la fois et plus encore. Le porte-parole de Adoum, l'écrivain Galvez, nous jette dans une suite d'inventions souvent périlleuses pour qui ne voudrait lire que de la prose « engagée », serait-elle de la meilleure tenue politique. L'histoire a fait subir à l'Équateur (génocide indien, coups d'Etat, caudillos, guerre civile, violences tous azimuts, insurrections révolutionnaires, etc.) et plus largement à l'Amérique latine ce que les Joyce, les Beckett, les Roussel, ces grands destructeurs-bâtisseurs de langue ont fait subir à la littérature.

Adoum, qui habite un pays de déchirures, de cassures, de brisures, travaille une « réalité », la langue, elle-même déchirée, cassée,

brisée. Et cela sous nos yeux pourrait-on dire puisque le fil conducteur est un écrivain. Adoum est dans une double géographie, son pays et son travail. Il est dans une double oppression, celle des maîtres de son pays et celle des mots, le sens qu'ils ont, qu'ils doivent avoir. Il faut faire coïncider en un seul territoire cette double patrie et cette double oppression. Il jette son travail d'écrivain sur les macérations sociales de l'Équateur et à la tête de la CIA, il jette ce pays mille fois brûlé dans les règles de la langue pour que l'incendie s'y propage aussi.

La révolution se fera dans la rue si les écrivains, des écrivains, la font aussi dans les livres : Adoum cite tous ceux à qui il doit quelque chose, trente écrivains de tous les pays et de tous les temps, comme une première Brigade internationale.

Piotr

1. Editions Plon.

□ *Entre Marx et une femme nue*, de J.-E. Adoum, F. Editions, Paris 1986.

LIVRES

□ **L'ŒUVRE DE DIEU ET LA PART DU DIABLE**, de John Irving. Tous ceux qui ont apprécié *le Monde selon Garp* et *l'Hôtel du New Hampshire* retrouveront avec jubilation l'univers d'Irving, qui nous raconte ici, autour de l'histoire d'un orphelinat insolite, plusieurs variations sur la vie et la mort, la naissance ou l'avortement. Une sorte d'« Amérique profonde », et toujours ces personnages d'une ingénuité presque provocatrice. Et de l'humour, beaucoup, et plus tendre que corrosif. (Editions du Seuil).

□ **LA GAUCHE ET LA REVOLUTION AU MILIEU DU XIX^e SIECLE**, de François Furet. Le propos du livre est plus restreint que son titre le donne à penser : il s'agit, en fait, d'examiner les thèses d'Edgar Quinet sur la Révolution française et la façon dont ses contemporains les reçurent (Michelet, Louis Blanc...). La façon dont ces écrivains « pensent » la Révolution française est passionnante : à propos du ja-

cobinisme, on retrouve des clivages : centralisation-décentralisation mais aussi laïcisme-religion, qui sont, Furet le montre bien, excitants à lire en 1986 (Editions Hachette).

□ **MEMOIRES D'EN FRANCE 1936-1939**. Ecrit par un collectif dirigé par Roger Grelier, réalisé à propos d'un festival de cinéma consacré par le conseil général du Val-de-Marne au Front populaire, ce bel album évoque (essais, photos) toute cette période — certes, sans s'attarder sur les divisions politiques ! Mais avec, sous certains aspects, une ouverture d'esprit agréable. Et les témoignages de l'époque se mêlent, instructivement, aux textes d'historiens comme Chirat, Chardère, F. Audé, Siclier ou Philippe Esnault. (Editions Asno).

□ **SOUS LES AILES DE L'AIGLE**, de Robert B. Parker. Un polar américain de gauche peut-il encore exister ? On pourrait dire oui : en voilà un, bien mené, où le « privé » est copain avec les minorités et se heurte aux « puissants » fascistes. En fait, cette bonne fabrication fait plutôt

penser à un marketing intelligemment conçu : la clientèle « ciblée » est l'intello libéral resté quand même un peu macho. (Gallimard, Série noire n° 2054).

CINEMA

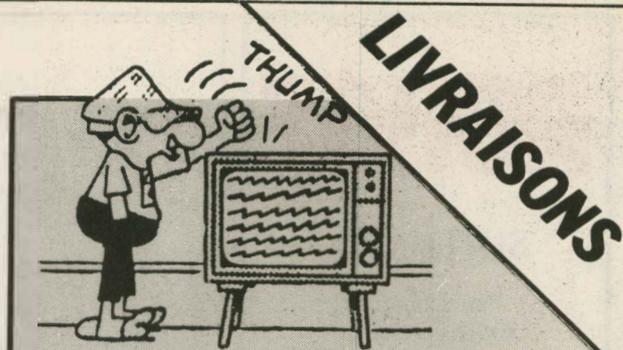
□ **De tout un peu**. Les deux gros morceaux de la prérentrée, morceaux français s'il vous plaît, sont donc *le Paltoquet* de Michel Deville et *Jean de Florette* de Claude Berri. Nous y reviendrons, par définition les gros morceaux, c'est ce qui dure le plus : belle affiche pour *Jean de Florette* (Montand, Depardieu et Pagnol pour la littérature) ; grand succès pour le film précédent de Deville, *Péril en la demeure* dont Laszlo, ici même, avait dit grand bien.

Beau temps orageux en fin de soirée, premier long métrage de Gérard Frot-Coutaz, aura du mal à se glisser entre les deux susnommés. Un couple de retraités, lui un peu terre à terre, elle un peu tête en l'air, reçoit le fils et sa belle à déjeuner. Rien n'est simple et tout se complique. Drôle, émouvant, triste, sinistre.

Benoît Jacquot n'avait pour l'instant de nom que chez les intellos. Avec *Corps et biens*, un étrange polar, un film étrange, il vise un peu plus large. Histoire d'héritage, de meurtres et de mœurs, de maniaques en tout genre, le tout empaqueté dans une mise en scène glacée et sophistiquée. Cela sent son « regardez ce que je sais faire » mais, justement, ce que Benoît Jacquot sait faire, c'est plutôt bien.

Mieux que ce que fait le tâcheron Bob Swain (malgré les lauriers en papier maché de *la Balance*) : *Escort Girl*, c'est absolument rien du tout. Juste un peu de sottise épice de racisme et d'américanisme anglophile. Entre deux joggings, une Américaine qui aime pérorer sur la Chine veut empêcher un diplomate anglais, ex-docker, de continuer à fumer. De sales Arabes et un tueur français l'y aideront. Les Israéliens n'y sont pour rien.

Touch of zen, enfin, de King-Hu, vieux maître du cinéma chinois, a tiré ce film d'aventures historico-politico-militaires et métaphysiques d'un grand classique de la littérature mandchoue. C'est bien, c'est très bien.



☆ **Dimanche 20 h 30 (TF 1)**. *Tant qu'il y aura des hommes*, un film de Fred Zinnemann. Une distribution prestigieuse (Burt Lancaster, Montgomery Cliff, Deborah Kerr, Frank Sinatra, etc.) pour une histoire d'hommes à la sauce Hollywood.

22 h 30 (FR 3). *Le Roman d'un jeune homme pauvre*, d'Abel Gance. Un bon vieux mélo qui fonctionne toujours.

☆ **Lundi 20 h 30 (TF 1)**. Palme d'or à Cannes en 1982. *Yol* de Yilmaz Guney décrit l'itinéraire de cinq détenus permissionnaires qui traversent la répression politique et policière subie par la population, en Turquie. Un film sobre et fort à ne pas manquer.



20 h 30 (FR 3). Un fait divers a donné un film : *le Bar du Téléphone* (Claude Barrois). Du pan-pan, boum-boum et bien fait.

☆ **Mardi 21 h 10 (TF 1)**. *Les Joueurs d'échecs*, de Satyajit Ray. Un beau sujet, de belles images... Certains appellent cela du cinéma littéraire.

20 h 30 (A 2) Le sujet choisi par « Les dossiers de l'écran » est l'inceste.

20 h 30 (FR 3). « La dernière séance » rend hommage à Burt Lancaster avec un petit western plein d'émotion, *la Vallée de la vengeance*, et un policier, *le Temps du châiment*.

☆ **Mercredi 20 h 30 (A 2)**. *Et quand viendra le jour*, un téléfilm de Jean-Louis Lorenzi qui prend pour cadre la répression des camisards par les soldats catholiques du roi. On peut faire confiance à Lorenzi pour mettre une réalisation simple et puissante au service d'idées généreuses.



22 h 40 (FR 3). Humour, tendresse avec Woody Allen dans *Annie Hall*.

☆ **Judi 21 h 25 (TF 1)**. Le reportage, *l'Eglise des opprimés au Brésil*, raconte l'action de l'Eglise pour soutenir les paysans pauvres du Nordeste face aux grands propriétaires et à leurs hommes de main.

20 h 30 (A 2). Vous voulez voir du comique franchouillard nullissime, alors n'hésitez pas, regardez *Mais où est donc passée la 7^e compagnie ?*

☆ **Vendredi 21 h 45 (TF 1)**. Serge Gainsbourg au Casino de Paris. Provocation et génie, ils disent, les branchés.

20 h 30 (FR 3). Vous connaissez *Dallas*. Il y a maintenant encore mieux. *Cela s'appelle Celebrity*. Sans commentaire.

SOMMAIRE

Petits boulots
Vulgaire charité
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Pays basque
Des proscrits par centaines
page 6

Toulon
Une bombe et ses éclats
page 7

Essonne
Bavure ordinaire
Page 8

Kanaky
La loi du colon
page 9

Courts métrages
pages 10, 11

Joël Fieux,
assassiné par la contra
pages 12, 13

Le dernier sourire
de l'homme blanc
page 14

Le silence nucléaire
pages 15, 16, 17

Les nouveaux réalistes
page 18

Livraisons
page 19

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

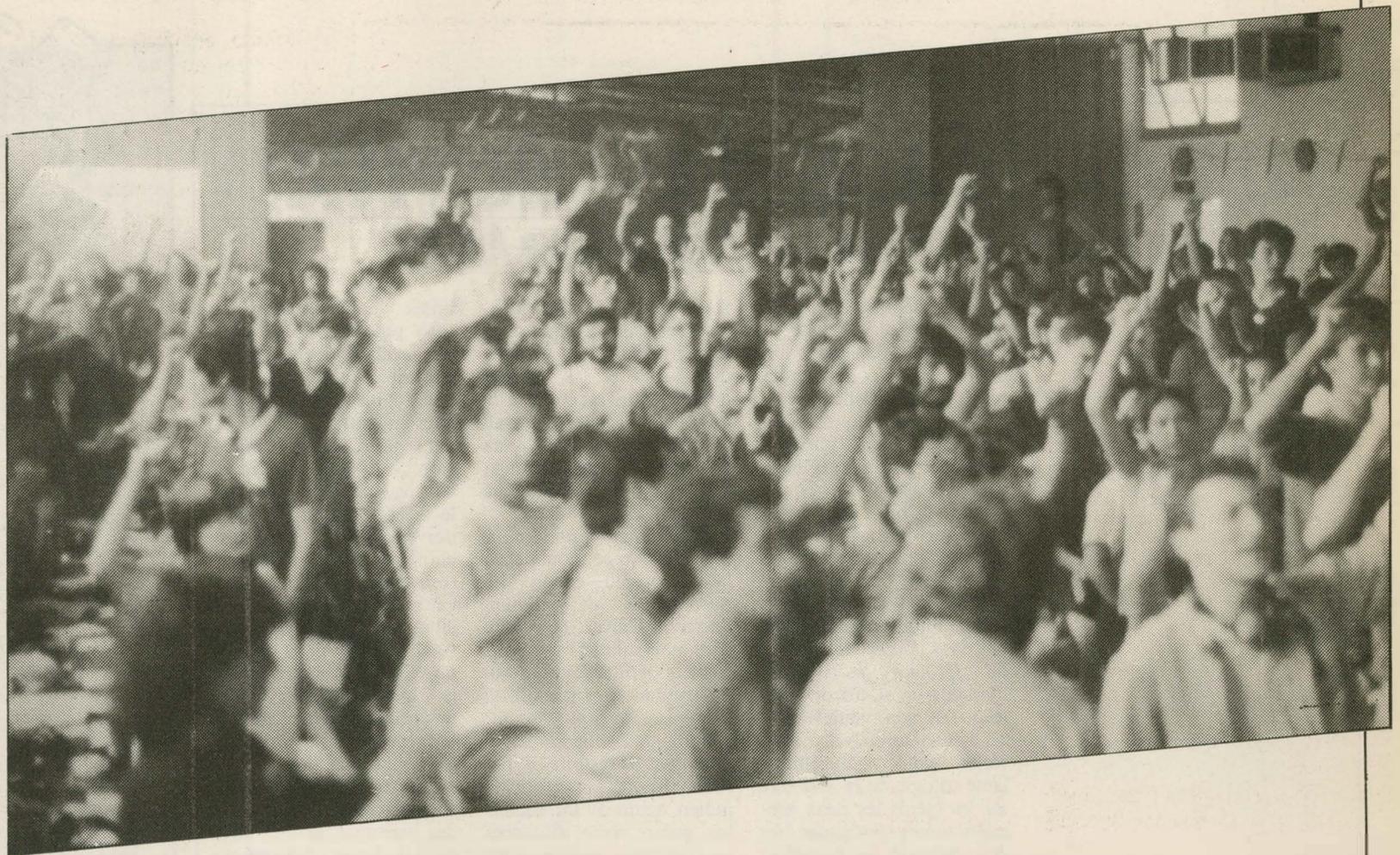
☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



Jeunes révolutionnaires

Un camp qui fait date

Réunir des jeunes de différents pays alors que le racisme et le chauvinisme font rage dans toute l'Europe, débattre pendant une semaine sur des sujets aussi variés que Solidarnosc, Mai 68, le sport, l'Irlande, la sexualité, le rock, l'intervention dans les lycées, le Sénégal, la IV^e Internationale, faire de cette semaine un lieu d'échanges mais aussi de loisirs, sans oublier que le mois de juillet est un mois de vacances pour les uns, de petits boulots pour les autres : tel était le pari pour le troisième camp international d'été.

Pari réussi puisque près de six cents jeunes venus des quatre coins d'Europe occidentale mais aussi d'Afrique, des Etats-Unis se sont retrouvés en Corrèze en plein fief chiraquien pour discuter, échanger les expériences, se détendre et... faire la fête.

Des expériences d'ailleurs convergentes tant la situation faite aux jeunes se ressemble de Madrid à Copenhague : un chômage croissant, une exclusion de plus en plus forte et des luttes : en Belgique contre le

chômage et l'austérité, en Italie pour le droit aux études, en France contre le racisme, en Angleterre contre Thatcher et ses attaques draconiennes contre les travailleurs.

Ce camp qui a réuni des jeunes de dix-sept nationalités à la discothèque qui fonctionnait tard toutes les nuits, comme les cinquante commissions qui se sont tenues, aux meetings et aux tables rondes, comme à l'atelier de théâtre qui a travaillé toute la semaine avec le Théâtre de l'op-

primé est un formidable espoir pour tous. Gonflés à bloc pour reprendre les combats qui s'imposent, les jeunes présents ont démontré que les révolutionnaires n'étaient pas des pièces historiques, mais que la jeune génération prenait bel et bien le chemin de ceux qui en 1968 en Europe, en 1979 au Nicaragua et aujourd'hui en Afrique du Sud se sont battus et se battent toujours pour changer ce vieux monde qui en sombrant veut entraîner dans sa chute les jeu-

nes qui veulent en finir avec l'oppression et l'exploitation.

Les moments les plus intenses de cette semaine ont bien sûr été ceux qui exprimaient la lutte avec la lutte des Noirs en Afrique du Sud contre l'apartheid : un meeting de soutien a permis à un représentant de la SWAPO, à une militante du Mouvement anti-apartheid en France de relancer un grand appel au combat contre le racisme et les discriminations partout dans le monde.

ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F

Abonnements par avion : nous consulter.

Nom

Prénom.....

Adresse.....

Formule choisie

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80